ALNAP

RÉPONSE AUX INONDATIONS :
Leçons tirées d'opérations de secours et de reconstruction précédentes

John Cosgrave

LEÇONSALNAP

ALNAP est un système sectoriel unique dont la mission est d'améliorer la performance de l'action humanitaire par l'apprentissage partagé.
www.alnap.org

Remerciements
Ce rapport a été rédigé par John Cosgrave avec le soutien de Paul Knox Clarke.

Suggestion de référencement bibliographique :
Cosgrave, J. (2014) Responding to Flood Disasters: Learning from previous relief and recovery operations. ALNAP Lessons Paper. London: ALNAP/ODI.

© ALNAP/ODI 2014. Ces travaux sont sous couverts par une licence Commons Attribution – licence non commerciale (CC BY-NC 3.0).

ISBN 978-1-910454-07-7

Révision de la copie par Amanda A. Morgan
Publication et communication gérées par Franziska Orphal
Image de couverture : Shutterstock/weerayut ranmai

Contenu

Champ d'application de l'article 3

La nature des inondations 3

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

1. **Les évaluations des besoins doivent inclure les informations existantes et être flexibles.** 5
2. **Les inondations ne sont pas des événements à court terme.** 7
3. **Les catastrophes créent des opportunités de réduction des risques de catastrophe.** 9
4. **Les populations vulnérables sur le plan économique courent le plus grand risque de mort lors d'une inondation.** 10
5. **La collaboration avec les autorités locales est essentielle.** 12
6. **Le dialogue avec la population affectée est crucial.** 13
7. **Les risques d'épidémie sont réels, mais inférieurs aux estimations couramment faites.** 14
8. **Se contenter de remplacer les ressources peut perpétrer ou même aggraver les injustices existantes.** 16
9. **Éviter l'interruption de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement est essentiel pour éviter les maladies.** 19
10. **Les décisions sur la reconstitution du bétail doivent être prises en tenant compte du contexte.** 20
11. **La reconstruction des logements est réalisée au mieux lorsqu'elle est contrôlée par les propriétaires.** 22
12. **Lorsque des kits ou des bons de logements sont distribués, il est utile de distribuer des aides financières pour permettre aux familles d'adapter les kits à leurs circonstances particulières. La réinstallation dans un autre lieu doit être considérée comme une solution de dernier recours.** 23

Méthodologie de l'étude 25

Références 27

Champ d'application de l'article

Ce rapport, fondé sur une analyse documentaire structurée, présente les enseignements tirés d'interventions mises en œuvre en réponse à des inondations dans des pays en développement.

Il est destiné aux agents des opérations de secours et de relèvement : à ceux qui doivent décider si une intervention est nécessaire après une inondation, à quel moment intervenir et comment.

La nature des inondations

L'*Oxford Dictionary of English* définit une inondation comme « un débordement d'une grande quantité d'eau hors de ses limites normales, en particulier sur des terres habituellement sèches ». Le nombre de catastrophes causées par des inondations augmente (Parker et al., 2007: 3), en raison des facteurs suivants :

- les changements qui affectent les bassins versants (comme la déforestation ou l'urbanisation) et qui entraînent un ruissellement plus important
- la croissance démographique dans les régions vulnérables aux inondations
- le changement climatique, qui accroît la variabilité et la violence des conditions météorologiques, comme les chutes de pluie sans précédent, voire les forts cyclones tropicaux.

Tous ces facteurs indiquent que le nombre de catastrophes causées par les inondations continuera probablement d'augmenter.

La prospérité croissante peut également rendre les moyens d'existence plus vulnérables aux inondations. Les outils agricoles comme les houes par exemple, peuvent survivre aux inondations sans endommagement, mais ce n'est pas le cas des machines agricoles.

Il existe différents types d'inondation :

- *Les crues fluviales ou de la ligne de drainage* peuvent être occasionnées par les pluies ou la fonte des neiges ou, très rarement, par une rupture de digue en amont (généralement due à des pluies en amont). Ce type d'inondation présente généralement des signes avant-coureurs et peut, à certains endroits, se produire une ou plusieurs fois par an, comme c'est le cas au Bangladesh, qui connaît des inondations quasi annuelles. Ces inondations peuvent atteindre de vastes régions et des dizaines de millions de personnes. Les inondations dues à des ruptures de digue, comme celles de 1993 au Népal (Pradhan et al., 2007), se comportent comme une onde de tempête plutôt que comme une crue fluviale type.
- *Les inondations éclair* sont soudaines et se produisent dans une zone limitée, associée à une pluviosité intense. Elles n'avertissent pas mais sont d'ampleur limitée.

- *Les inondations causées par une onde de tempête* se produisent suite à une montée de la mer jusqu'à un niveau exceptionnel suite à une tempête, généralement un cyclone tropical. Elles touchent le plus souvent les régions côtières. L'onde de tempête peut être importante et entraîner une hausse des niveaux de l'eau au-delà de 8 mètres (NOAA, 2012; 2013). Dans les deltas, les effets d'une onde de tempête sont ressentis sur de vastes distances à l'intérieur des terres.

- *Les tsunamis* sont généralement associés à des tremblements de terre sous-marins, mais peuvent également être dus à des conditions météorologiques exceptionnelles (météo-tsunamis) (Woodworth, 2014).

Ces deux derniers types d'inondations peuvent provoquer des dégâts très importants et causer de nombreux décès. Elles sont généralement brèves, mais lorsque l'eau marine inonde la terre, le sel peut endommager le sol et sa capacité de produire des cultures, de manière temporaire ou permanente (Szczuciński et al., 2006 ; Raja et al., 2009).

Dans certaines situations, différents types d'inondations peuvent se produire au même moment. C'est souvent le cas lors de cyclones tropicaux, dont les pluies intenses peuvent provoquer un débordement de la ligne de drainage au même moment où le vent crée une onde de tempête. C'est ce qui s'est produit au Mozambique en 2000 avec le cyclone Eline.

Dans tout type d'inondation, les deux éléments clés à prendre en compte sont la vitesse et la durée de l'événement. Les ondes de tempête et les tsunamis surviennent presque instantanément mais sont généralement de courte durée. Les inondations éclair montent rapidement mais baissent tout aussi rapidement. Les inondations dues au débordement de la ligne de drainage peuvent se produire lentement mais durer longtemps. Tous les types d'inondations peuvent endommager de manière durable les moyens d'existence, soit par des dommages immédiats et des pertes de vie soit par des dégâts occasionnés par une inondation prolongée.

Enseignements tirés

Parmi les enseignements identifiés lors de cet examen, les points suivants ont été considérés comme les plus importants, spécifiques aux inondations et applicables de manière universelle. Certains enseignements généraux (concernant les transferts monétaires par exemple) ont été inclus afin de refléter leur importance dans les débats humanitaires actuels.

Un grand nombre d'enseignements applicables à d'autres types d'interventions humanitaires, qu'il s'agisse du besoin de coordination ou du besoin de consultation avec les populations affectées, s'appliquent également aux inondations. Ce qui est différent avec les inondations, c'est que leur impact peut être durable, soit parce que les terres sont submergées de manière continue, soit en raison de leurs conséquences sur les moyens d'existence. Les enseignements sélectionnés dans le présent document sont estimés être les plus pertinents aux inondations, les plus importants et les plus largement applicables.

Leçon 1.

Les évaluations des besoins doivent inclure les informations existantes et être flexibles.

Une récente analyse des enseignements tirés entreprise par la Banque mondiale, remarquait que « les besoins les plus immédiats suite à une inondation sont l'approvisionnement en eau potable, la nourriture, le logement et les soins médicaux » (IEG, 2010:3). Ces besoins ont des caractéristiques claires, pourtant d'énormes efforts sont souvent déployés pour produire des évaluations des besoins trop détaillées (ACAPS, 2012: 4) et mal coordonnées (Darcy et al, 2013: 22) qui produisent peu de renseignements nouveaux.

On attache souvent une grande importance à l'évaluation des besoins lors des premières étapes d'une réponse à une catastrophe, même si « les résultats d'évaluations formelles ne jouent souvent qu'un rôle marginal dans la prise de décisions » (Darcy et Hofmann, 2003: 6). Poole et Primrose (2010: 14) ont découvert que « en définitive, la plus forte influence sur l'aptitude des donateurs à fournir des fonds en adéquation avec les besoins n'est pas nécessairement la disponibilité de données ».

L'étude d'ALNAP sur la qualité et l'utilisation des données disponibles dans l'action humanitaire a révélé que « les données disponibles fournies par des évaluations des besoins ne constituent souvent que l'un des nombreux facteurs qui influencent les décisions » (Knox Clarke et Darcy, 2014: 50). Une appréciation du rôle de l'évaluation des besoins lors de l'intervention suite au tsunami de 2004 dans l'océan Indien (de Ville de Goyet et Morinière, 2006: 24) a révélé que les évaluations préliminaires des besoins étaient en fait basées sur la couverture satellite internationale et que « les évaluations humanitaires visant à influencer les décisions sur une grande échelle étaient généralement trop tardives pour le faire » (2006: 25).

Si une organisation connaît déjà les capacités d'une communauté touchée par une inondation et les impacts probables de ce sinistre, une évaluation des besoins peut se limiter à identifier (1) les zones affectées et dans quelle mesure elles le sont et (2) l'ampleur de l'intervention d'autres acteurs (Cosgrave, 2009: 82–85). Cela a été le cas au Sri Lanka après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, lorsque des organisations connaissant le contexte ont mis en œuvre une intervention au lieu de réaliser des estimations formelles (de Ville de Goyet et Morinière, 2006: 37–38).

La question de savoir ce que font d'autres acteurs amène à s'interroger sur le choix entre les évaluations indépendantes et les évaluations conjointes. Les évaluations indépendantes sont moins susceptibles d'obtenir des informations sur les interventions prévues par d'autres acteurs. Polastro et al. (2011: 30) ont découvert que les évaluations indépendantes réalisées lors des inondations du Pakistan en 2010 avaient conduit à de trop nombreuses évaluations différentes, à des surestimations et à un manque de communication avec la communauté sinistrée. Elles souffraient également de structures incompatibles qui rendaient impossible le rassemblement des données. Le manque de base commune rend la hiérarchisation conjointe impossible (Polastro et al., 2011: 31).

En ce qui concerne les inondations en particulier, les évaluations des besoins peuvent être entravées par des difficultés d'accès, comme dans le cas des inondations de 2013 au Mozambique, où l'évaluation des besoins et la mise en œuvre ont été freinées par des difficultés d'accès (Simpson et al., 2013: 4). L'accès peut également être limité par le manque de sécurité, comme au Pakistan, lors des inondations de 2010 (Comité de développement international, 2011: 50 ; Polastro et al., 2011: 31). Les évaluations conjointes peuvent mobiliser davantage de ressources et aborder les problèmes d'accès.

Les besoins globaux initiaux peuvent sembler évidents, mais les besoins des familles individuelles évoluent souvent au fil du temps, en raison des différentes activités économiques de chaque famille et des résultats de leurs propres efforts pour restaurer les anciens moyens d'existence ou en établir de nouveaux. Après les inondations du Mozambique en 2000, une évaluation a indiqué que « les besoins et les capacités des bénéficiaires augmentaient sur le plan de leur gamme et de leur complexité au fil du temps, si bien que la solution type des kits ou paquets standard « convenant à toutes les situations » était moins appropriée » (Cosgrave et al., 2001: 3). Une évaluation des inondations de 1998 au Bangladesh signalait la nature dynamique des catastrophes et affirmait que « les besoins spécifiques sur le terrain changent également au fil du temps, de même que les priorités relatives » (Roger Young and Associates, 2000: 35).

Toute évaluation des besoins est fonction de son délai de réalisation et peut rapidement perdre sa pertinence. Une évaluation des inondations de 2010 au Pakistan réalisée par une ONG, a révélé que lorsque le rapport global d'évaluation des besoins des PDI a été publié, beaucoup étaient déjà rentrées chez elles (Sandison et Khan, 2011: 21). Une autre évaluation d'ONG remarquait que cette même intervention ne répondait toujours pas aux besoins changeants engendrés par l'arrivée de l'hiver (Hagens et Ishida, 2010: 7). Les besoins évoluent au fil du temps.

Une évaluation de la réponse à l'ouragan des Caraïbes, menée par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) en 2004, indiquait que certains éléments, comme la campagne sanitaire, « avaient perdu de leur nécessité au fil du temps » (Gamarra et al., 2005: 37) et que si la livraison d'articles non alimentaires en temps utile était appropriée, un retard de livraison pouvait être considéré comme un acte de décharge (ibid.: 73). Le problème n'est pas ici la livraison tardive – qui peut se produire dans n'importe quel programme, comme dans le cas de la livraison d'huile comestible après les inondations du Bangladesh en 2000 (Meyer, 2001b; 18) ou de la fourniture d'équipement de pêche après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien (FAO, 2007: 38) – mais plutôt une livraison qui est faite si tardivement que les besoins sous-jacents ont déjà changé. Une évaluation de l'inondation du Sud-est de la Chine en 2002 a révélé que lorsque les articles de secours étaient arrivés sur le terrain cinq semaines après l'appel, « ils ne correspondaient plus aux besoins actuels » (Wilding et al., 2003: 27). Une évaluation des inondations en Zambie en 2013 a révélé que lorsque l'équipement de protection personnelle avait enfin été livré, « il n'était plus nécessaire, car l'eau s'était retirée » (Ogle et al., 2013: 20).

Cela semble indiquer que les évaluations des besoins doivent être continuellement mises à jour. Les informations secondaires, même si elles sont de bonne qualité, peuvent rapidement être périmées (Clarke et Darcey, 2014: 19). Cependant, les données secondaires clés peuvent devenir obsolètes même dans les contextes de

non-urgence, comme dans le cas des données nutritionnelles lors des inondations du Pakistan en 2010 (Cluster Nutrition, 2011: 27).

Une autre façon de procéder aux évaluations détaillées des besoins est de les confier aux ménages affectés. C'est l'un des avantages présentés par les transferts monétaires qui, suite au cyclone Sidr au Bangladesh en 2007 « ont permis aux ménages de considérer leurs propres besoins » (Cash et al., 2013: 2099). Les subventions monétaires destinées au logement, mises en œuvre après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, étaient censées permettre aux familles sri lankaises de « reconstruire leurs maisons en fonction de leurs propres besoins » (Aysan et al. 2007: II). Au Myanmar, le rapport d'évaluation de l'impact social a révélé que « l'argent permettait aux ménages de déterminer l'éventail de leurs propres besoins et priorités et d'y répondre » (Tripartite Core Group, 2009: 40)

Les points mentionnés ci-dessus semblent indiquer les enseignements suivants :

- Les évaluations des besoins sont nécessaires, mais le type d'évaluations réalisées doit refléter ce que les organisations savent déjà ; connaissant le contexte, elles n'auront besoin d'informations supplémentaires que sur l'étendue et la gravité de l'inondation. Cet enseignement est particulièrement significatif dans les cas où les organisations font face à des inondations répétées. Les évaluations des besoins doivent être abordées de manière flexible afin d'être adaptées au contexte local, aux contraintes et au niveau de connaissances que les organisations possèdent déjà.

- Les évaluations des besoins témoignent d'un moment particulier et doivent être tenues à jour. Les planificateurs doivent également considérer quelles seront les caractéristiques probables des besoins lorsque leur aide sera finalement fournie, car les besoins évolueront même si le niveau de l'eau n'a pas baissé.

- Lorsque les besoins deviennent plus complexes, comme cela arrive parfois pendant la longue période d'impact suite à l'inondation, l'utilisation de subventions monétaires permet aux familles sinistrées d'évaluer elles-mêmes leurs besoins et d'agir en conséquence.

- Les évaluations doivent, de préférence, être conjointes ou présentées selon un modèle commun accepté, permettant le rassemblement des données et la hiérarchisation conjointe des priorités. Ces approches communes pourraient remédier aux restrictions d'accès.

Leçon 2.

Les inondations ne sont pas des événements à court terme.

Lorsqu'elles décident si elles doivent intervenir, les organisations doivent se demander quelle sera la durée probable de leur engagement. L'impact d'une inondation peut être ressenti pendant très longtemps. L'événement même peut être bref, comme dans le cas d'une onde de tempête ou d'un tsunami, mais son impact,

à savoir les conséquences de la perte des biens, des logements et des sources de revenus ainsi que le décès de membres actifs des ménages, peut être ressenti pendant de nombreuses années. Les inondations constituent donc une perturbation importante de l'activité de développement d'un groupe, quel qu'il soit.

Dans certains types de catastrophes naturelles, les inondations, tout comme les sécheresses, affectent les activités économiques urbaines et rurales. Les inondations (sous toutes leurs formes) sont de plus en plus fréquentes (Parker et al., 2007: 3). Nous sommes également témoins d'inondations de taille inégalée et d'un impact sans précédent, comme en Thaïlande en 2011 (Komori et al., 2012).

Les inondations peuvent avoir des répercussions sur l'environnement naturel, telles que l'érosion et les glissements de terrain. Au Bangladesh, quelque 2 000 à 3 000 km de rives sont affectés tous les ans par une érosion importante. Les propriétaires de ces terres subissent des pertes, et lorsque les eaux se sont retirées, les nouvelles terres tombent aux mains des plus grands propriétaires fonciers (Hutton et Haque, 2004: 42–43).

La mortalité liée aux inondations peut entraîner des changements démographiques. Dans les pays développés, les hommes et les garçons représentent la majorité des victimes (Jonkman et Kelman, 2005b; Jonkman et al., 2009). En revanche, dans les pays en développement, les femmes sont plus susceptibles de trouver la mort suite à une inondation ; mais aussi bien dans les contextes de pays en développement que de pays développés, les enfants et les personnes âgées courent un risque disproportionné en cas d'inondation (Sommer et Mosley, 1972; Bern et al., 1993; Chowdhury et al., 1993; Telford et al., 2006; Pradhan et al., 2007, Jonkman et Kelman, 2005b; Jonkman et al., 2009). Dans les pays en développement, les inondations tout comme les catastrophes naturelles en général, tuent davantage de femmes que d'hommes, et à un plus jeune âge (Neumayer et Plümper, 2007).

Les conséquences des inondations sur les moyens d'existence peuvent se prolonger. Le sol peut être saturé d'eau pendant plusieurs mois. En 2008, après la crue du Kosi, en Inde, le sol a été engorgé pendant en moyenne trois mois et, dans les pires des cas, pendant quatre mois (PNUD Inde, 2009: 12). Au Mozambique, après les inondations de 2000, l'engorgement du sol a duré de nombreux mois (Cosgrave et al., 2001: 25).

Les tsunamis et ondes de tempête peuvent causer des dommages écologiques provenant soit de l'inondation soit des dépôts de sable et de vase (Szczuciński et al., 2006). Une partie de cette dégradation de l'écosystème peut directement affecter les activités économiques (Ramachandran et al., 2005: 195). Au cours du tsunami de 2004 dans l'océan Indien, le sol des Îles Andaman a été inondé, entraînant des problèmes de salinité. Cependant, les deux années suivantes, une très forte pluviométrie (6 846 mm) a lessivé le sel du sol, qui a presque retrouvé sa condition préalable (Raja et al., 2009).

La saturation du sol par l'eau peut non seulement empêcher l'utilisation immédiate d'un champ mais également détruire les ressources à long terme. Après les inondations du Bangladesh en 2000, dans un village ayant fait l'objet d'une enquête « tous les jaquiers et les papayers ont été détruits suite à un engorgement du sol de plus de deux mois. Outre cela, 50 % des autres espèces d'arbres cultivées dans les

exploitations rurales comme les manguiers, les grenadiers, les pruniers mombins, les goyaviers, etc. sont également morts pour la même raison » (Meyer, 2001a: 93).

Les inondations peuvent également détruire les moyens d'existence qui reposent sur l'élevage du bétail. Les pertes de bétail peuvent être énormes. Lors du cyclone Sidr au Bangladesh en 2007, les pertes de bétail et de volaille ont atteint 80 % dans quatre districts (Cash et al., 2013: 2098). Dans les inondations de 1998 au Bangladesh, plus de 172 000 têtes de bétail ont été perdues (ibid.: 2099). Les problèmes de reconstitution du cheptel sont étudiés plus amplement dans l'enseignement 7 ci-dessous.

Un autre problème à long terme, à savoir les conséquences sanitaires des inondations, est étudié dans l'enseignement 7. Outre les conséquences de l'inondation même, les décisions prises lors des phases d'intervention et de relèvement initial ont également des répercussions à long terme. Les décisions sur la réinstallation des populations, en particulier, peuvent avoir un impact crucial sur les moyens d'existence (voir l'enseignement 12).

L'enseignement tiré est le suivant :

- Les inondations ont des conséquences à long terme, qui doivent être prises en compte dans les plans et budgets de l'intervention.

Leçon 3.

Les catastrophes créent des opportunités de réduction des risques de catastrophe.

Les catastrophes attirent l'attention non seulement sur elles-mêmes mais également sur les dangers impliqués et sur la possibilité de réduire les risques de catastrophes futures (CARE Brésil, 2010: 8). Elles peuvent donc faciliter la promotion de la réduction des risques. La Réduction des risques de catastrophes (RRC) peut être très efficace lorsque les catastrophes sont fréquentes, comme c'est le cas des inondations répétées. Les inondations récurrentes sont un renforcement constant du message de la RRC.

Les réponses à un danger particulier peuvent exposer la population à ce même danger ou à un danger différent. C'est ce qui a été constaté lors du tsunami de 2004 dans l'océan Indien, au cours duquel des sites d'hébergement des personnes sinistrées au Sri Lanka ont subi des inondations persistantes (Khazai et al., 2006: 843; Skat, 2009: 33). Un examen de la RRC entrepris par Cordaid dans quatre pays a révélé : « c'est uniquement lorsque les interventions prennent en compte le risque de catastrophe qu'elles obtiennent des résultats positifs pouvant être maintenus face à des catastrophes fréquentes » (Cosgrave et al., 2010: 49). La construction de logements ou de routes peut parfois modifier le terrain de sorte à changer la vulnérabilité aux inondations (Jha, Bloch et al., 2012: 82).

Le problème de la RRC en matière d'inondations est qu'un grand nombre de mesures d'atténuation peuvent s'accompagner d'investissements importants ou

exiger de nombreuses années de mise en œuvre. Ainsi, le projet de réhabilitation du Plateau de Loess en Chine, financé par la Banque mondiale, qui a permis la construction de barrages de retenue, la plantation d'arbres, d'arbustes et d'herbes sur les pentes, le contrôle des ravines, la construction de terrasses à l'aide de rigoles de niveau et de barrières de pierres, et qui a changé les pratiques de gestion des terres, a duré huit années (IEG, 2010: 11). Ce projet n'a exigé la mise en place d'aucune infrastructure majeure, pouvant demander encore plus de temps.

Il est difficile de maintenir l'attention sur la RRC si les catastrophes sont peu fréquentes. Les limites du financement excluent souvent une action efficace pour réduire la vulnérabilité aux catastrophes futures. Le rapport du Disasters Emergency Committee (DEC) sur le tsunami de 2004 dans l'Océan Indien observait que « la période actuelle de trois ans pour le financement du DEC est trop courte pour réduire la vulnérabilité » (Vaux et al., 2005).

Les mesures de réduction des risques les plus efficaces pourraient être prises non pas dans la zone affectée mais en amont (contrôle du ruissellement ou gestion de barrage) ou en aval (dragage ou gestion de barrage) (Jha, Bloch et al., 2012: 197).

La protection des biens peut faire partie des activités indispensables de la RRC, par exemple rehausser les plinthes des maisons au-dessus du niveau d'inondation (Alam et al., 2008: 4; Jha, Miner et al., 2012 113) et les fabriquer avec des matériaux plus durables (Murtaza et al., 2012: 31; Jha, Miner et al., 2012 113). Il peut s'agir de simples mesures, comme l'installation d'étagères au-dessus du niveau d'inondation anticipé afin de protéger les objets de valeur (Miner et al., 2012 113; Alam et al., 2008: 11) ou le stockage des aliments, des combustibles et des ustensiles en hauteur. Les plateformes de pompes à eau manuelles peuvent être surélevées de sorte qu'elles puissent fournir de l'eau potable même lorsque le sol est inondé (CRS, 2014; 14).

Trop souvent, les inondations répétées causent les mêmes problèmes évitables. Les enseignements tirés sont les suivants :

- Considérer comment tirer parti de l'attention actuellement accordée aux inondations pour réduire les risques d'inondations futures. Les efforts de réduction des risques doivent être intégrés à l'intervention.

- Veiller à ce que l'intervention ne rende pas la population sinistrée plus vulnérable aux inondations ou à d'autres dangers. Toute action entreprise dans le cadre de l'intervention doit être consciente des dangers.

Leçon 4.

Les populations vulnérables sur le plan économique courent le plus grand risque de mort lors d'une inondation.

Lors des inondations du Népal en 1993, les populations pauvres étaient exposées à un risque de mort six fois plus important que le risque subi par les populations aisées (Pradhan et al., 2007: 66). Au Bangladesh, Save the Children a découvert que

« la pauvreté est intrinsèquement liée à l'impact des inondations sur tout segment donné de la population, et son influence peut être considérée comme commune à tous… les domaines » (Save the Children, 2006: 6).

Une évaluation de l'intervention interorganisations suite aux inondations du Mozambique en 2007 a fait valoir que la pauvreté et la vulnérabilité aux catastrophes étaient indissociablement liées et se renforçaient mutuellement : « C'est la pauvreté, et non pas les catastrophes, qui est le réel problème dans la Vallée du bas-Zambèze et dans les zones rurales d'Inhambane. Bon nombre des réels besoins de la population affectée mettent en évidence la pauvreté structurale plutôt que l'impact de la catastrophe. Cependant, les catastrophes et les mécanismes d'adaptation qui leur sont associés contribuent à cette pauvreté, qui à son tour rend les populations plus vulnérables aux catastrophes » (Cosgrave et al., 2007: 4–5).

Le mécanisme qui fait que les plus pauvres sont les plus vulnérables à la mortalité due aux inondations n'est pas totalement clair. Il s'explique en partie par des facteurs tels que le type de logement ou la proximité de l'eau, mais ces facteurs étant pris en compte, les plus pauvres sont malgré tout plus vulnérables. Lors du tremblement de terre de Taïwan en 1999, les personnes appartenant aux trois tranches de revenus les plus basses couraient un risque de mort deux fois plus élevé que les personnes appartenant à la tranche la plus élevée, même après correction d'autres facteurs de risque (Chou et al., 2004).

Cette même relation entre l'impuissance économique et la vulnérabilité aux catastrophes est également constatée en ce qui concerne le genre. Neumayer et Plümper (2007) observent que dans une société, plus le statut socio-économique des femmes est faible, plus la différence est grande entre les taux de mortalité des hommes et des femmes, et que les différences biologiques et physiques entre les sexes n'expliquent probablement pas les différences entre les taux de mortalité.

Les facteurs tels que le type ou le lieu d'habitation n'expliquent qu'en partie la plus grande vulnérabilité des populations pauvres. Être pauvre est en soi un facteur de risque. Une réponse efficace doit donc considérer non seulement le relèvement précoce mais également la réduction de la pauvreté et des risques de catastrophes futures. Cependant, une étude de suivi réalisée en 2009 portant sur le tsunami de 2004 dans l'océan Indien et sur l'intégration des secours, du relèvement et du développement a découvert que « les cadres de référence fédérateurs, comme le relèvement précoce, la réduction des risques de catastrophe ou la réduction de la pauvreté sont encore conçus et mis en œuvre séparément » (Brusset et al., 2009: 10).

Les enseignements tirés sont les suivants :

- La vulnérabilité ne peut être abordée de manière durable qu'en affrontant les problèmes spécifiques comme le type de logement mais également la pauvreté et le risque de catastrophes futures. Les interventions qui s'intéressent à la fois à la pauvreté et aux aspects physiques sont plus susceptibles d'être durables.

- Cibler l'aide en fonction du statut de pauvreté peut être approprié en l'absence de données de ciblage plus détaillées. Cette approche convient particulièrement aux contextes d'inondation urbaine.

Lesson 5.

La collaboration avec les autorités locales est essentielle.

La mobilisation de la communauté et des autorités locales est souvent identifiée comme un facteur crucial dans l'action humanitaire, mais elle est tout particulièrement pertinente dans les opérations de secours suite à une inondation. Cela s'explique par le caractère durable de beaucoup de répercussions et par le fait qu'une grande partie des mesures requises pour une réduction efficace des risques exige l'intervention des autorités locales. Au Sri Lanka, par exemple, un projet de santé communautaire dirigé par la Croix-Rouge a fait preuve d'un grand sérieux dans son approche de collaboration avec l'autorité locale et a été considéré, en conséquence, comme plus viable par les représentants locaux (Bang et al., 2008: 29).

L'une des difficultés rencontrées en matière de mobilisation locale est le renouvellement du personnel de l'aide humanitaire. Une évaluation effectuée par MedAir a constaté que le renouvellement du personnel « pourrait avoir nui aux relations de travail » avec les autorités locales entre autres (Lee, 2005: 17–18). Le même rapport mentionnait également le conflit entre préserver l'indépendance de l'action des ONG et céder autant de contrôle du projet à l'autorité locale qu'elle souhaitait en avoir (ibid.: 19).

Le dialogue avec les autorités locales peut prendre diverses formes, notamment le plaidoyer. Au Sri Lanka, le Consortium suisse a plaidé avec succès en faveur du don de titres fonciers à 200 personnes qui ne possédaient pas de terres pour leur permettre de bénéficier du programme de relogement du gouvernement (Aysan et al., 2007: 4). Au Vietnam, la Croix-Rouge a constaté que l'ampleur et l'échelle de ses opérations de secours lui donnaient une plus grande possibilité de mener un plaidoyer auprès des autorités locales (Hai et al., 2008: 17–18). Le plaidoyer de la Croix-Rouge belge a abouti à l'abandon de la norme concernant la taille minimale des sites destinés aux logements pour son programme de reconstruction après le tsunami (Vaes et Goddeeris, 2012: 77).

Il est également important d'instaurer un dialogue avec les autorités locales pour connaître leurs plans à long terme (Loquercio et Mubayiwa, 2007: 18). Les pouvoirs locaux ont leurs propres programmes et peuvent subir les pressions des communautés locales ou du gouvernement central. Ils peuvent également manquer de capacités et d'expérience en matière de gestion des catastrophes (de Ville de Goyet et Morinière, 2006: 24–25). Une surestimation de leurs propres capacités peut donner lieu à des restrictions d'accès pour les acteurs de l'aide internationale, ce qui a été le cas lors des premières phases des inondations du Pakistan en 2011 (Chughtai et Heinrich, 2011: 7). Un récent examen du Département britannique pour le développement international, axé sur les opérations alimentaires du Programme alimentaire mondial au Bangladesh, a révélé que les pouvoirs locaux se sentaient contraints de fournir une assistance à tous les ménages (Meyer, 2001b: 13). Les instructions données par le niveau central peuvent mettre des mois à atteindre le niveau local, ce qui peut conduire à des politiques différentes dans différentes autorités locales (Gunatilleke, 2006: 54).

Les enseignements tirés sont les suivants :

- Étant donné le caractère à long terme des impacts des inondations, les organisations doivent collaborer étroitement avec les autorités locales afin de pouvoir défendre la cause des populations les plus vulnérables et pour l'élaboration de politiques durables.

- Les organisations doivent êtres conscientes du fait que les autorités locales ont leurs propres programmes et peuvent être sollicitées de plusieurs côtés par différentes parties prenantes.

Leçon 6.

Le dialogue avec la population affectée est crucial.

Il existe un conflit naturel entre la rapidité et la durabilité de la réponse humanitaire. C'est le cas en particulier dans les situations d'inondation, en raison du caractère persistent de l'événement même, l'engorgement du sol pouvant durer plusieurs mois, ou de son impact. Les interventions doivent éviter deux pièges : retarder l'action en recherchant une solution parfaite (Bhattacharjee et al., 2005: 44) et s'engager dans une action qui se révèlera ensuite précaire.

Ce conflit entre rapidité et durabilité est ressenti non seulement en matière de réponse humanitaire, mais également dans les aspects plus larges de la planification dans les milieux urbains, où les exigences quotidiennes doivent être équilibrées avec la stratégie à long terme (Jha, Bloch et al., 2012: 50).

Ainsi aux Maldives, une évaluation de la FICR portant sur l'effet d'osmose inverse produit par les plantes aquatiques, a découvert que la viabilité des plantes était réduite lorsque le ministère concerné s'impliquait trop rapidement pour garantir de l'aide et des pièces de rechange sans ne rien exiger des bénéficiaires en retour (Fox, 2008: 7). Une évaluation précédente avait révélé que la pression pour dépenser de l'argent rapidement limitait la possibilité d'obtenir un système plus durable (Alexander, 2007: 8). Le degré d'implication des communautés semble toutefois différer d'une situation à l'autre. Une évaluation de l'intervention du Conseil norvégien pour les réfugiés suite aux inondations du Pakistan de 2010 et à d'autres crises remarquait que les dirigeants communautaires participaient à tous les aspects de l'évaluation et du suivi des besoins de logement (Ternström et al., 2013: 40), pourtant Davidson et al., (2007: 100) indiquaient qu'une forte participation de la population affectée était rare.

Une évaluation de l'intervention suite au tsunami de 2004 dans l'océan Indien et de son impact sur les capacités locales et nationales a révélé que « lorsque les organisations internationales sont en mesure de résister à la pression de dépenser des fonds rapidement et facilitent les efforts locaux pour un relèvement constructif, les résultats de l'aide sont susceptibles d'être maintenus » (Scheper et al., 2006: 118). Un examen des opérations de relèvement effectué par la FICR a découvert qu'au Honduras, les sociétés de la Croix-Rouge « qui planifiaient et consultaient de manière plus approfondie, fournissaient des logements plus appropriés et plus durables que leurs homologues qui passaient trop rapidement au stade de la mise en œuvre » (FICR, 2006: 9).

L'enseignement tiré ici est que les impacts des inondations peuvent durer des mois et plus encore, et que les interventions doivent entreprendre une consultation efficace pour s'assurer que leurs actions seront aussi durables que possible dans les circonstances. Comme l'a observé un examen des opérations de relèvement réalisé par la Croix-Rouge « prendre le temps nécessaire, dès le départ, pour consulter la population affectée et d'autres parties prenantes peut ultérieurement faire avancer les choses plus rapidement et améliorer la qualité des résultats » (FICR, 2006: 9).

Leçon 7.

Les risques d'épidémie sont réels, mais inférieurs aux estimations couramment faites.

Les inondations peuvent avoir des effets sur la santé à court et à long termes. La cause primaire de décès en cas d'inondation est la noyade qui, dans les pays développés, est responsable d'environ deux tiers des décès liés à une inondation (Jonkman et Kelman, 2005b). Un rapport du Tyndall Centre a constaté que « peu de décès dus à la noyade se produisent pendant les inondations à crue lente » (Few et al., 2004: vi). Lors de l'onde de tempête de la mer du Nord en 1953, 1 030 décès au Pays-Bas ont été attribués à la crue rapide des eaux, soit 60 % du nombre total de décès (Jonkman et Kelman, 2005a).

Dans les pays en développement, les jeunes, les personnes âgées et les femmes courent le plus grand danger de mort lors d'une inondation (Sommer et Mosley, 1972: 1032; Bern et al., 1993: 75; Telford et al., 2006: 34–35). La situation est différente dans les pays développés, où ce sont les hommes et les garçons qui courent le plus grand risque, ce qui s'explique en grande partie par leur comportement de prise de risque (Jonkman et Kelman, 2005b: 75).

Les causes secondaires de décès sont variées. Dans les pays développés, du fait que les populations sont plus âgées, les décès dus à des troubles déjà présents, aux crises cardiaques et aux accidents vasculaires cérébraux, peuvent être précipités par le stress associé aux inondations. Lors de l'ouragan Katrina, 19 % des décès attribués à l'inondation se sont produits en dehors de la zone inondée (Jonkman et al., 2009: 687).

Dans les pays en voie de développement, les maladies transmissibles sont généralement la deuxième cause la plus importante de décès, mais cela dépend du contexte. Les morsures de serpent étaient la deuxième cause la plus répandue de décès dans les inondations du Bangladesh en 2007 (Alirol et al., 2010: 2).

Les impacts sur la santé ont fait l'objet d'un certain nombre d'examens systématiques (Few et al., 2004; Ahern et al., 2005; Alderman et al., 2012; Doocy et al., 2013). Toutefois, « il est surprenant de constater le peu de données disponibles sur les effets des inondations sur la santé, en particulier sur la morbidité » (Ahern et al., 2005: 43). De même, l'étude du Tyndall Centre concluait que « La base de données pour évaluer les impacts des inondations sur la santé est actuellement limitée » (Few et al., 2004: vi).

Les données disponibles indiquent que le danger d'épidémie après une inondation a sans doute été exagéré. Watson et al. (2006) remarquaient que les catastrophes naturelles *qui n'aboutissaient pas au déplacement de la population* étaient rarement associées à un risque accru d'épidémie. L'OMS (2006: 6) a averti que : « le risque global de cas de maladies transmissibles est moins important que ce qui est souvent supposé, mais le risque de transmission de certaines maladies endémiques et susceptibles de devenir épidémiques peut augmenter après une catastrophe naturelle ».

Dans leur analyse axée sur les épidémies après des catastrophes naturelles, Watson et al. (2007) ont identifié le déplacement des populations comme facteur primaire de risque d'épidémie. Cette découverte correspond à des travaux précédents sur les catastrophes naturelles et les urgences complexes (CDC et al., 1992; Toole, 1997; Toole et Waldman, 1997). Watson et al. (2006) ont noté que « le nombre de cas de maladies transmissibles après une catastrophe est plus étroitement lié aux caractéristiques de la population déplacée (nombre, état de santé, conditions de vie) qu'à l'événement qui les a précipités ».

Cependant, les inondations semblent effectivement poser des risques sanitaires outre ceux causés par le déplacement, plus particulièrement en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. Les inondations peuvent contaminer les ressources en eau existantes, fournir des zones de reproduction pour les vecteurs de maladies et imposer des changements de comportement qui conduisent à une plus grande exposition à ces vecteurs (OMS, 2006: 8).

Les inondations ont été associées à des flambées de maladies diarrhéiques dans un grand nombre d'environnements divers des pays en développement, même aux États-Unis, suite à l'ouragan Katrina (OMS, 2006, p. 6). Toutefois, la flambée de maladies diarrhéiques chez les évacués après Katrina (Yee et al., 2007) a été la seule flambée grave après la catastrophe (CDC, 2005). Alderman et al. (2012) ont découvert qu'après une inondation, « il existe un risque accru de flambées de maladies comme l'hépatite E, les troubles gastro-intestinaux et la leptospirose, en particulier dans les zones peuplées de personnes déplacées et où l'hygiène est déficiente ». Même si les maladies transmissibles ne constituent pas une épidémie, leur incidence peut augmenter après une inondation et nécessiter une étroite surveillance.

Les conséquences des inondations pour la santé mentale ont reçu une grande attention dans les pays développés (Murray et al., 2011), et font également l'objet d'un intérêt croissant dans les pays en développement (Durkin et al., 1993; Danvers et al., 2005; Haqqi, 2006; Rodrigo et al., 2009). Cependant, la situation reste floue et il a été avancé que le syndrome de stress post-traumatique avait reçu une trop grande attention au détriment d'autres manifestations de troubles mentaux (Weiss et al., 2003).

En 1998, une étude a fait état d'un risque accru de suicides après une catastrophe naturelle (Krug et al., 1998), mais cette observation a été démentie l'année suivante par l'annonce que, l'erreur de calcul ayant été corrigée, les données ne montraient aucune augmentation des cas de suicide après une catastrophe naturelle (Krug et al., 1999). Malheureusement, l'article original est cité beaucoup plus souvent que le démenti, et il est encore utilisé pour étayer l'idée que les inondations peuvent entraîner un taux plus élevé de suicides (Khan, 2010). Un article de 1998 sur la Chine associait le taux élevé de suicides dans certaines parties du bassin du Yangzi

aux crues répétées mais n'offrait aucune preuve convaincante pour étayer cet argument (He, 1998).

Les études portant sur les taux de suicide après différents types de catastrophes ne permettent de tirer aucune conclusion. En effet, certaines constatent une hausse (Yang et al., 2005) et d'autres une baisse (Nishio et al., 2009). La conclusion globale est, une fois de plus, que davantage de recherches sont nécessaires dans le domaine de la santé mentale en général et sur d'autres effets sanitaires parallèlement au syndrome du stress post-traumatique et au suicide. L'analyse effectuée par l'Agence de protection sanitaire du Royaume-Uni portant sur les inondations et la santé mentale a « identifié la nécessité fondamentale d'entreprendre des d'études longitudinales afin de comprendre les impacts réels et la trajectoire des impacts des catastrophes sur la santé mentale de la population » (Murray et al., 2011: 6).

Les données disponibles sur les enfants mis au monde par les femmes qui ont été exposées à une inondation sont également limitées (Xiong et al., 2008; Currie et Rossin-Slater, 2012), alors même que nous savons que l'exposition à une crise économique peut avoir des répercussions sur le poids des enfants à la naissance (Eiríksdóttir et al., 2013).

Les enseignements tirés sont les suivants :

- La surveillance des maladies est cruciale après une inondation pour détecter l'évolution des tendances des maladies et des flambées possibles.

- Les inondations peuvent entraîner des épidémies, mais elles sont rares. La probabilité d'une flambée augmente lorsque les populations sont déplacées et en cas d'interruptions de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des systèmes de soins de santé. Malgré leur rareté, les organisations doivent être prêtes à répondre à ces flambées en raison de leur gravité potentielle.

- Il n'existe que très peu de données sur les effets physiques et mentaux à long terme des inondations.

- Les inondations peuvent entraîner une augmentation d'autres risques pour la santé (par exemple les morsures de serpents) qui peuvent, dans une certaine mesure, dépendre du contexte en question. Suite à une inondation, les organisations doivent être conscientes des tendances précédentes de la morbidité.

Leçon 8.

Se contenter de remplacer les ressources peut perpétrer ou même aggraver les injustices existantes.

Comme dans toutes les catastrophes naturelles, l'impact primaire des inondations, après les pertes de vie, porte sur les moyens d'existence. Les inondations qui comptent un taux de mortalité relativement faible, comme les crues fluviales lentes, peuvent néanmoins avoir des impacts importants sur les moyens d'existence.

La destruction des habitations peut également avoir des conséquences sur les emplois. Le logement fournit non seulement un abri contre les éléments, mais également une base pour les activités génératrices de revenus (Sheppard et al., 2005). Après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, plus de 97 % des personnes interrogées ont évalué le programme d'abris provisoires comme très important pour restaurer les moyens d'existence (TANGO, 2007: 22). La perte des biens lors d'une inondation peut également endommager les moyens d'existence.

D'autres facteurs peuvent avoir des répercussions sur les sources de revenus, notamment « les changements environnementaux, les changements d'opportunités ou les changements dans la demande des produits sur le marché » (Cosgrave et al., 2009: 26). La demande de poisson a baissé après le tsunami de 2004 dans l'Océan Indien lorsque l'on s'inquiétait que les poissons auraient pu se nourrir de corps humains emportés par la mer.

L'augmentation de la richesse relative, même dans les pays les plus pauvres, modifie l'impact des inondations annuelles. Ces inondations peuvent jouer un rôle important dans le cycle annuel, déposer des nutriments sur la terre et en maintenir la fertilité. Les inondations peuvent donc avoir un effet positif. Lorsqu'une communauté ne possède guère plus que du matériel agricole, des vêtements et des ustensiles, les inondations peuvent causer peu de dommages, outre ceux infligés aux habitations. Mais lorsque la population acquiert un plus grand nombre de biens tels que des bicyclettes, des motos, des tracteurs ou d'autres biens qui soutiennent ses sources de revenus, le risque d'impact sur ses activités économiques est plus important.

Les ménages plus aisés ne connaissent pas le même niveau de risques que les ménages plus pauvres. Ils habitent généralement dans des lieux plus sûrs, connaissant des niveaux d'inondation inférieurs (Brouwer et al., 2007: 320–321). Cependant, même lorsque les ménages plus aisés sont inondés, leur niveau de vulnérabilité est généralement plus faible. Ces ménages ont en principe des maisons de construction plus robuste (Pradhan et al., 2007: 62). Ils ont également un meilleur accès au crédit, à des conditions plus favorables (Meyer, 2001b: 15) et sont plus susceptibles d'avoir une police d'assurance (Werg et al., 2013: 1616).

Dans tout contexte culturel, la possession effective d'un bien au sein d'un ménage varie en fonction du bien. Après les inondations de 2000 au Mozambique, ActionAid a veillé à ce que les lots de maisons soient enregistrés aussi bien au nom de l'homme qu'au nom de la femme (ActionAid Mozambique, 2000: 16). Les subventions monétaires sont considérées différemment, car la possession d'argent et la possession d'autres biens peuvent être soumises à différentes normes. C'est pourquoi après les inondations de 2013 en Zambie les familles ont préféré recevoir de la nourriture et des articles non alimentaires plutôt que de l'argent (Ogle et al., 2013: 38). Cependant, ces mêmes bénéficiaires se demandaient comment ils allaient payer les frais scolaires de leurs enfants (Ogle et al., 2013: 21).

Les organisations doivent également considérer la façon dont les inondations affectent les moyens d'existence des personnes qui vivent en dehors des zones inondées. Après les inondations du Mozambique en 2000, un atelier sur les enseignements tirés a signalé que beaucoup de ménages vivaient sur les hauteurs mais cultivaient la terre dans la basse vallée, ce qui indiquait que les bénéficiaires ciblés devaient être les personnes ayant besoin d'une aide agricole (Nations Unies, 2001).

Tous ces facteurs doivent être pris en compte avant de réaliser des interventions sur les moyens d'existence. Un grand nombre de programmes de restauration des activités économiques sont axés sur le remplacement des ressources. Après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien par exemple, des bateaux de remplacement ont été distribués aux pêcheurs. Mais l'accent placé sur le remplacement des ressources a favorisé les ménages plus aisés et marginalisé les femmes et les plus pauvres (Telford et al., 2006).

L'inconvénient du remplacement des ressources est que les riches possèdent davantage de ressources et peuvent donc en perdre davantage en termes absolus, mais pas en termes relatifs. Une étude des dommages occasionnés par les inondations du Bangladesh a révélé que « les pauvres souffrent davantage en termes relatifs, mais pas en termes absolus. Le coût moyen des dommages en termes absolus est considérablement plus élevé pour les ménages plus aisés » (Brouwer et al., 2007: 325). Cependant, les pertes, qui peuvent s'élever à un tiers des revenus annuels pour les plus pauvres, sont relativement insignifiantes pour les ménages plus aisés. Par conséquent, les interventions qui se concentrent sur le remplacement des ressources renforcent ou même accentuent en définitive les injustices.

Les organisations doivent, dès le départ, déterminer si le relèvement est censé restaurer la situation qui existait avant l'inondation, même si elle était « caractérisée par une extrême pauvreté, l'injustice, l'exposition et la vulnérabilité aux dangers, comme dans le cas de Rawalpindi avant l'inondation de 2001 » (Mustafa, 2003: 71). La réponse au tsunami de 2004 dans l'océan Indien mettait l'accent sur une meilleure reconstruction, mais visait principalement à rendre les maisons et l'infrastructure plus résistantes aux catastrophes, plutôt qu'à accroître l'équité.

Les mêmes problèmes sont souvent constatés dans les programmes de logement, qui ne portent assistance qu'aux propriétaires fonciers, à l'exclusion des plus pauvres (Aysan, 2008: 6). Certains types de distribution d'articles de secours peuvent aussi exclure les plus pauvres. Dans certains cas, les semences et les outils ne sont distribués qu'aux propriétaires fonciers, alors que ceux qui ne possèdent pas de terres ne reçoivent aucune assistance.

Les plus pauvres peuvent également subir une plus grande érosion de leurs ressources suite à une catastrophe. « Un exemple courant d'iniquité est le fait d'ignorer les besoins immédiats des pauvres tout de suite après une catastrophe, ce qui les oblige à vendre leurs biens de production, notamment leurs terres, aux plus aisés. C'est ce qui s'est produit après le tsunami en Indonésie (IEG, 2010: 4). La vente de bétail à bas prix est en fait un transfert de biens des pauvres vers les riches.

La vente de biens peut également concerner les biens de remplacement fournis par les organisations (IEG, 2010: 5). Après une sécheresse et une inondation dans le nord-est du Kenya en 1996-1998, Buchanan-Smith et Barton (1999: 29-30) ont découvert que 15 % des caprins et des ovins distribués avaient été vendus en urgence. Les organisations peuvent chercher à protéger ou à contribuer à la récupération des biens vendus en offrant des subventions monétaires, comme dans le cas d'une intervention au Sri Lanka après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien (Bhattacharjee et al., 2007: 20).

Les enseignements tirés sont les suivants :

- Les programmes de relèvement qui ne sont pas explicitement axés sur les populations les plus pauvres sont susceptibles d'accroître les injustices.
- Les organisations doivent délibérément décider si elles souhaitent renforcer les injustices existantes ou tenter de les réduire.
- Les organisations ne doivent pas s'engager dans le soutien des activités économiques si elles n'ont pas une bonne compréhension des systèmes de moyens d'existence en vigueur.
- Les structures de possession et de contrôle des biens exigent que l'aide fournie après une inondation considère non seulement quels ménages en bénéficieront mais aussi qui, à l'intérieur des ménages, sera susceptible d'en bénéficier.

Leçon 9.

Éviter l'interruption de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement est essentiel pour éviter les maladies.

Les inondations peuvent endommager les systèmes d'eau et d'assainissement ou empêcher l'accès à des sources d'eau propre. Les interruptions des systèmes d'eau et d'assainissement sont un facteur de risque qui entraîne une augmentation des maladies transmissibles (Watson et al., 2007), même en l'absence de catastrophe (Huang et al., 2011). Les inondations peuvent elles-mêmes répartir les eaux d'égout (Few et al. 2004: 8), dont le débordement constitue un danger particulier dans les contextes urbains (Sanderson et al., 2012: 13).

Le caractère des inondations, et des terres submergées, détermine certaines activités d'intervention nécessaires après l'événement, qui peuvent inclure la protection des sources d'eau contre la contamination ou l'approvisionnement en eau après la catastrophe. Cela peut être réalisé en rehaussant les puits tubulaires et les trous de forage au-dessus du niveau d'inondation (ACF, 2007: 12). Des organisations ont construit des plateformes surélevées après les inondations de 2012 au Pakistan pour s'assurer que les pompes étaient situées au-dessus du niveau d'inondation (Dost et Jivan, 2012: 8). Cette mesure a été identifiée par les communautés consultées par le CRS en Inde et au Bangladesh, comme la deuxième activité de RRC la plus importante (CRS, 2014: 14) après le renforcement des logements, pour réduire les dommages causés par les inondations.

Bien que l'élévation des pompes soit efficace dans les zones rurales sujettes à des inondations annuelles, les contextes urbains exigeront une intervention d'une ampleur différente. Les mesures de protection dans ces contextes comprennent l'installation de murs anti-crue dans les stations de pompage et la protection des approvisionnements en électricité (Jha, Bloch et al, 2012: 413).

La fourniture de systèmes de traitement des excréments dans les contextes d'inondation représente un problème particulier, surtout dans les zones urbaines, et a été identifiée comme la plus importante lacune dans l'intervention WASH en situation d'urgence (Bastable et Russell, 2013: 14). Les organisations doivent mettre en place des installations prêtes à la vidange des latrines et des puits, qui est une activité prioritaire importante de la réponse aux inondations (Smith 2009).

Les contextes urbains ajoutent une dimension particulière aux urgences dues aux inondations (Smith, 2009: 5-6). En effet, ils accroissent la nécessité d'instaurer une bonne communication entre les organisations d'aide et de créer des moyens de communication efficaces avec la population urbaine affectée. La communication sera la plus efficace lors de petites réunions et de démonstrations pratiques (*ibid*).

Les enseignements sur les programmes WASH sont les suivants :

- Les activités de RRC doivent inclure des interventions reliées aux programmes WASH.
- Les organisations doivent s'efforcer d'éviter l'interruption de l'accès à l'eau propre et à l'assainissement et être prêtes à rétablir le bon fonctionnement des puits et latrines existants le plus tôt possible.
- La fourniture de systèmes de traitement des excréments peut représenter une difficulté importante dans les contextes de réponse aux inondations.
- Les interventions WASH doivent intégrer des éléments techniques et des éléments de communication sociale.

Leçon 10.

Les décisions sur la reconstitution du bétail doivent être prises en tenant compte du contexte.

Les pertes de bétail sont fréquentes lors des inondations. Suite aux inondations de 2000 au Mozambique, 80 % des ménages interrogés avaient perdu la totalité de leur volaille et de leur bétail, et les 20 % restants en avaient perdu une partie (Cosgrave et al., 2001: 28). L'onde de tempête de 1991 au Bangladesh a entraîné la perte d'environ un million d'animaux et d'oiseaux de basse-cour (Alam, 2003: 431). Les inondations de plus petite ampleur peuvent également avoir des impacts importants sur les quantités de bétail. Plus de 80 % de ménages interrogés dans les zones à grand risque d'inondation dans l'ouest du Kenya avaient subi des pertes de bétail et de volaille (Mwango, 2010: 68).

Reconstituer le cheptel est une réponse courante face à la perte d'animaux et « rendre aux familles le bétail qu'elles ont perdu après une catastrophe s'est révélé efficace dans la plupart des projets de réponse à une urgence » (IEG, 2010: 5). La reconstitution du cheptel après une inondation est très différente de la reconstitution du cheptel après une sécheresse. La perte d'animaux lors d'une sécheresse pose des questions sur la durabilité, les taux de reconstitution et

d'autres problèmes (Heffernan et Rushton, 2000). Moins de questions se posent après une inondation, mais les problèmes de base relatifs à la durabilité doivent être pris en compte.

Dans de nombreuses sociétés, le bétail sert à évaluer la richesse, et la fourniture d'animaux implique d'importants transferts de richesse qui peuvent remettre en question ou renforcer les injustices existantes. Il peut parfois être difficile de déterminer le nombre d'animaux qui ont été perdus. Lors de la réponse à l'ouragan Dean aux Caraïbes en 2007, le ministère de l'Agriculture d'un pays n'a pas considéré la reconstitution du cheptel comme une priorité car les autorités jugeaient que les estimations de pertes d'animaux étaient exagérées (Walden, 2008: 17).

Un récent document de la Banque mondiale sur les enseignements tirés remarquait que « le bétail fait partie des biens les plus précieux que les agriculteurs pauvres possèdent, et il peut être considéré comme une stratégie d'adaptation, offrant une assurance contre les crises futures et les pertes de cultures. Après une inondation, lorsque les familles ont désespérément besoin d'argent, il faut prendre soin d'éviter le détournement du bétail par l'élite lors de la première distribution des animaux » (IEG, 2010: 5). Certaines sociétés accordent une importance cruciale aux animaux, comme l'indique le nombre de décès de personnes qui refusent d'abandonner leurs animaux lors d'une inondation ou le fait qu'ils emmènent leurs animaux dans des abris déjà surpeuplés (Save the Children, 2006: iv). Les types d'animaux fournis peuvent également poser un problème. Après la réponse aux inondations du Mozambique en 2000, le rapport d'évaluation du DEC a félicité les organisations qui ne se sont pas précipitées à remplacer les bovins coûteux immédiatement après les inondations « étant donné que les projets de reconstitution du cheptel peuvent aboutir à des changements importants et complexes dans les pouvoirs économiques d'une communauté » (Cosgrave et al., 2001: 28). Cependant, le même rapport a révélé que le remplacement des poules était approprié, car elles représentaient un transfert de richesse beaucoup moins important (et donc moins risqué) (*ibid.*: 28).

La reconstitution du cheptel peut également être compromise par les maladies. Lors des inondations de 2000 au Mozambique, ActionAid a abandonné ses plans visant à reconstituer le cheptel bovin par des animaux en provenance du pays voisin, l'Afrique du Sud, car une flambée de fièvre aphteuse dans ce pays avait abouti à l'interdiction des imports de bétail (ActionAid Mozambique, 2000: 9). De même aux Caraïbes, les craintes de grippe aviaire ont empêché Oxfam de fournir des poules aux personnes sinistrées, bien qu'il n'y ait jamais eu de cas dans la région (Walden, 2008: 17).

La reconstitution du cheptel est bien entendu plus cruciale lorsqu'il joue un rôle important dans la culture ou la préparation du sol. Cependant, chaque communauté suit sa propre trajectoire de développement, et il pourrait être utile de savoir s'il existe déjà une tendance à remplacer les animaux de trait par des tracteurs à main ou à deux roues, avant de se hâter à remplacer les animaux.

Les caractéristiques de la possession de bétail, et d'autres biens, peuvent varier au sein d'un ménage. La possession, les soins, l'utilisation, les bénéfices et le produit de la vente de différents types de bétail peuvent être fortement axés sur le genre (Ernerot, 2013). Dans certains cas, les hommes et les femmes peuvent être

responsables de différents aspects de l'élevage des animaux. Nourrir les animaux peut faire partie des responsabilités des femmes, les vendre (et conserver les produits de la vente) peut être la responsabilité des hommes.

Les enseignements tirés sont les suivants :

- La reconstitution du cheptel peut représenter un important transfert de la richesse. Elle constitue souvent, dans les zones rurales, un élément majeur du relèvement suite à une inondation. Les organisations doivent bien comprendre la nature et les formes de possession du bétail afin d'apprécier quel sera l'impact du transfert de la richesse, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du ménage.

- Les maladies animales peuvent constituer un problème pour la reconstitution du cheptel. Les organisations doivent également posséder des compétences en médecine vétérinaire pour éviter les erreurs.

Leçon 11.

La reconstruction des logements est réalisée au mieux lorsqu'elle est contrôlée par les propriétaires.

En règle générale, les inondations détruisent un grand nombre d'habitations. Les inondations du Bangladesh en 2012 ont détruit plus de 250 000 logements (Munich Re, 2013: 63), mais ce n'est pas le record. La reconstruction des logements est souvent une nécessité après une inondation.

Il est généralement reconnu que la participation des propriétaires à la reconstruction des logements favorise l'obtention de résultats positifs. Dans un examen de quatre études de cas, Davidson et al. (2007) ont observé que c'était effectivement le cas lorsque les utilisateurs étaient impliqués dans la phase de planification et de conception, et non pas uniquement en tant que main-d'œuvre gratuite.

Un document d'enseignements tirés de la réponse au tsunami de 2004 dans l'océan Indien, établi par la Croix-Rouge belge, a identifié cinq types de reconstruction de logements (Vaes et Goddeeris, 2012: 6–7), pouvant être divisés en deux catégories générales : dirigée par le donateur, lorsque les travaux sont effectués par un entrepreneur recruté par le donateur ; et dirigée par le propriétaire, lorsque celui-ci est responsable de la construction (le cas échéant avec un entrepreneur privé). Le rapport indiquait clairement que la construction dirigée par le donateur ne devait être qu'une solution de dernier recours, si la construction dirigée par le propriétaire était impossible (ibid.: 49).

Le manuel de la Banque mondiale sur la reconstruction après les catastrophes naturelles indique que « donner à la population les moyens de gérer leur propre relèvement et leur propre reconstruction, aussi bien individuellement qu'en tant que communauté, sera plus rapide et plus efficace, et encouragera les gens à faire preuve de créativité et à mobiliser leurs propres ressources (Jha et al., 2010: 94).

Même dans les situations où des kits d'abris d'urgence sont fournis pour réparer leurs propres logements, les propriétaires doivent souvent acheter des articles supplémentaires. Une évaluation de l'utilisation des kits d'abri d'urgence après les inondations du Nigéria en 2012 a révélé que 80 % des bénéficiaires devaient acheter du matériel supplémentaire (Bravo et al., 2014: 16-17). Cela semble indiquer que lorsque des kits d'abris d'urgence sont distribués, une somme d'argent complémentaire pourrait être utile pour permettre aux familles d'adapter ou de compléter le matériel en fonction de leur situation.

Au Sri Lanka, le niveau de satisfaction des méthodes de construction dirigée par le propriétaire et de construction dirigée par le donateur variait en fonction des circonstances, notamment de la qualité des logements construits par le donateur, des problèmes éventuels rencontrés par les propriétaires et de la quantité de soutien technique fourni (Aysan, 2008: 15).

Les différences de coût peuvent être considérables. Au Bangladesh, le fait de passer du modèle de construction par les propriétaires au modèle de construction par des entrepreneurs a multiplié par quatre le coût d'une maison de base (Siddiqui et al., 2010: 17). Cependant, il est difficile de savoir si le budget prévu pour la construction par les propriétaires était réaliste.

L'enseignement tiré est le suivant :

- La construction dirigée par les propriétaires est généralement préférable pour remplacer les habitations perdues suite aux inondations, mais l'efficacité de cette méthode est optimale lorsque les propriétaires reçoivent un soutien adéquat.

Leçon 12.

Lorsque des kits ou des bons de logements sont distribués, il est utile de distribuer des aides financières pour permettre aux familles d'adapter les kits à leurs circonstances particulières. La réinstallation dans un autre lieu doit être considérée comme une solution de dernier recours.

Un examen de la réponse au cyclone tropical des Philippines entre 2009 et 2011 a révélé que « la réinstallation des personnes sinistrées en dehors de leur zone d'origine doit être une solution de dernier recours » (Grünewald et Boyer, 2013: 6). La Banque mondiale recommande : « Évitez le transfert des personnes dans la mesure du possible. Évitez en particulier la réinstallation dans des sites éloignés » (Jha et al., 2010: 83).

La raison est simple : une étude sur cinq ans réalisée après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien a constaté que « la plupart des communautés réinstallées ailleurs sont beaucoup plus éloignées des infrastructures importantes qu'avant le tsunami, subissent des coûts de transport beaucoup plus élevés et bénéficient de moins d'opportunités d'emploi » (Skat, 2009). Cette réinstallation peut retarder le

développement des communautés. Elle peut non seulement éloigner les gens de leurs sources de revenus, mais également du réseau de leurs proches et de leur système de soutien social, comme cela a été le cas en Inde après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien (Rawal et al., 2008: 8).

Les organisations considèrent trop souvent la réinstallation comme une simple question de construction de maisons. Le manuel de la Banque mondiale pour la reconstruction après une catastrophe naturelle fait valoir que « la réinstallation n'est pas seulement une question de reloger les personnes mais aussi de relancer les moyens d'existence et de reconstruire la communauté, l'environnement et le capital social » (Jha et al., 2010: 77).

Les enseignements tirés sont les suivants :

- Après une inondation, réinstaller les populations dans un autre lieu est une solution de dernier recours car elle éloigne généralement les personnes de leurs sources de revenus.

- La réinstallation des personnes n'est pas simplement la fourniture de logements et de services, mais concerne également tous les éléments qui permettent à une communauté de vivre et de fonctionner dans un lieu particulier, y compris des éléments intangibles comme le capital social.

À ce propros

Cette étude est censée être un examen structuré de la réponse humanitaire aux inondations. Un examen structuré se distingue d'un examen systématique, qui est « un moyen de cartographier de manière impartiale les données disponibles pertinentes, d'évaluer la qualité de ces données et d'en faire la synthèse » (Hansen et Trifcovic, 2013: 4).

Dans le domaine de la santé, les examens systématiques, comme les examens de Cochrane, sont courants. En règle générale, les examens de Cochrane considèrent uniquement l'inclusion des résultats de multiples essais contrôlés randomisés ou quasi randomisés. Par exemple, l'examen de Cochrane sur l'amélioration de la qualité de l'eau pour éviter les cas de diarrhée (Clasen et al., 2006) a fait la synthèse des données de 30 études. Cet examen compte parmi plus de trois douzaines d'examens systématiques d'études portant sur les inondations et la mauvaise hygiène de l'eau (Cochrane Library, s.d.).

Ces études ont en principe une orientation quelque peu étroite, généralement sur des questions médicales, et ne répondent pas aux questions plus globales posées aux organisations qui travaillent dans des contextes d'urgence humanitaire suite à une inondation. De plus, il existe relativement peu d'essais contrôlés randomisés dans les contextes de crise humanitaire aiguë, pour des raisons qui vont du caractère imprévisible des catastrophes à la moralité d'appliquer des traitements de manière aléatoire. Les études qui existent, comme l'excellente étude sur la reconstruction dirigée par la communauté dans le Comté de Lofa, au Liberia (Fearon et al., 2008), sont généralement menées en phase finale de relèvement plutôt qu'en phase initiale ou aiguë.

Les examens systématiques peuvent employer d'autres méthodes, mais relativement peu de ces examens utilisent des études primaires basées sur une recherche qualitative, qui constituent la majorité des évaluations et des études disponibles sur les enseignements tirés d'interventions humanitaires (Hansen et Trifcovic, 2013: 20).

En raison du nombre limité d'essais contrôlés randomisés sur l'efficacité globale des interventions en cas d'inondation, cette étude a appliqué une méthode différente pour identifier les études primaires. Une recherche bibliographique plus large dans diverses bases de données de rapports d'évaluation et de rapports scientifiques a identifié 184 rapports d'évaluation et documents scientifiques examinés par les pairs qui présentaient un intérêt.

Les bases de données recherchées comprennent les suivantes :

- La base de données des rapports d'évaluation (Evaluation Reports Database [ERD]) d'ALNAP comprenant 1 384 rapports d'évaluation, dont 46 comportaient le mot « inondation » dans leur titre ou sous-titre. En définitive, quelque 69 documents ont été obtenus de la base de données d'ALNAP. (Il faut noter que la base de données ERD a été restructurée depuis le début de la recherche).

- La propre base de données d'évaluations du consultant a fourni 52 documents (dont 17 étaient également dans la base de données ERD d'ALNAP).

- La base de données d'évaluations du FICR a fourni 46 documents.

- Différentes bases de données scientifiques telles que ScienceDirect (chaîne de recherche : « TITLE-ABSTR-KEY(Flood) et TITLE-ABSTR-KEY(humanitarian) ») ; JSTOR (chaîne de recherche : (« ab:(Flood) ET ab:(humanitarian) »)

- Google Scholar : recherche d'ouvrages citant des références clés ou ayant été cités par des références clés, comme Ahern et al. 2005.

- Google : diverses recherches avec par exemple les mots « floods » (inondations ») et « lessons from evaluation » (enseignements tirés d'évaluations) ont donné des documents de très bonne qualité sur les enseignements tirés de la Banque mondiale (IEG, 2010).

Les critères d'inclusion des documents dans la base de données étaient qu'ils devaient être une évaluation ou un document examiné par les pairs portant sur les inondations ou sur certains aspects de la réponse aux inondations dans un pays en développement. Des catégories secondaires ont été établies pour les documents ou rapports ayant trait à des questions de contexte général ou à des questions accessoires (40 en tout).

Les critères de sélection des enseignements étaient qu'ils devaient figurer dans un rapport résumant les enseignements tirés. Au total, 155 enseignements tirés de réponses aux inondations ont été identifiés dans cette série de documents. Les enseignements présentés dans le présent document ont été sélectionnés en fonction des critères suivants :

- applicabilité générale aux catastrophes causées par des inondations (les enseignements spécifiques à un contexte particulier ont eu un faible score)

- spécificité aux contextes d'inondation (les enseignements génériques qui s'appliquaient à tous les types de réponse humanitaire ont eu un faible score, sauf s'il étaient mentionnés le plus fréquemment dans les réponses aux inondations)

- utilité prévue pour les acteurs humanitaires répondant aux inondations.

Les enseignements ayant été classés, des éléments probants pour les étayer ont été recherchés dans les documents primaires recueillis. Au total, 275 références ont été consultées au cours de la rédaction du présent rapport, dont moins de la moitié sont citées dans la liste de références.

Références

ACAPS. (2012). *Coordinated Assessments in emergencies: What we know now: Key lessons from field experience (Technical Brief, pp. 25).* Genève : Projet d'évaluation des capacités. (www.ecbproject.org/downloads/ACAPS_coordinated_assessments_in_emergencies_what_we_know_now_key_lessons_from_field_experience.pdf).

ACF. (2007). *Floods lesson learnt (pp. 16).* Londres : ACF International. (www.google.com/url?q=http://www.alnap.org/pool/files/04-ach-floods-lessons-learnt.pdf).

ActionAid Mozambique. (2000) *Cyclone and flood response programme phase one final report*. Maputo : ActionAid (www.alnap.org/pool/files/erd-2982-full.pdf).

Ahern, M., Kovats, R. S., Wilkinson, P., Few, R., et Matthies, F. (2005) Global health impacts of floods: epidemiologic evidence. *Epidemiologic Reviews* 27(1): 36–46 (http://epirev.oxfordjournals.org/cgi/reprint/27/1/36).

Alam, K., Herson, M., & O'Donnell, I. (2008). Flood Disasters: learning from previous relief and recovery operations (pp. 16). Londres : ALNAP et Provention. (www.alnap.org/pool/files/alnap-provention-flood-lessons.pdf).

Alam, S. (2003) Environmentally induced migration from Bangladesh to India. *Strategic Analysis* 27(3): 422–438 (http://dx.doi.org/10.1080/09700160308450098).

Alderman, K., Turner, L. R., et Tong, S. (2012) Floods and human health: a systematic review. *Environment International* 47(0): 37–47 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0160412012001237).

Alexander, R. (2007) *Evaluation report: supplementary water supply system: IFRC, Maldives*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/Evaluations/eval07/Asia%20Pacific/MVSupplementaryWaterSupplyPhase%201.07.pdf).

Alirol, E., Sharma, S. K., Bawaskar, H. S., Kuch, U., et Chappuis, F. (2010) Snake bite in South Asia: a review. *PLoS Neglected Tropical Diseases* 4(1): e603 (www.plosntds.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pntd.0000603).

Aysan, Y. (2008) *External evaluation of the Swiss Consortium's Cash for Repair and Reconstruction Project in Sri Lanka 2005–08: final report*. Genève : Consortium suisse.

Aysan, Y., Aheeyar, M., Harvey, P., et Satchithanandam, S. (2007) *External evaluation report on the Cash for Repair and Reconstruction Project Sri Lanka*, commandé par le Consortium suisse (Chaîne du Bonheur La Suisse Solidaire, La Croix-Rouge suisse, EPER et Confédération suisse) (www.deza.admin.ch/de/Dossiers/Die_Humanitaere_Hilfe_im_Einsatz/ressources/resource_en_158087.pdf).

Bang, T., Nielsen, C. C., et Ravichandran, J. P. (2008) *Draft midterm review: Sri Lanka Red Cross Society community based health projects in Nuwara Eliya and Matale supported by the Norwegian Red Cross.* (www.ifrc.org/docs/Evaluations/eval08/AsiaPacific/SLtsunamiCBHealthMTRNorwegianRC.08.pdf).

Bern, C., Sniezek, J., Mathbor, G., Siddiqi, M. S., Ronsmans, C., Chowdhury, A., Choudhury, A., Islam, K., Bennish, M., et Noji, E. (1993) Risk factors for mortality in the Bangladesh cyclone of 1991. *Bulletin of the World Health Organization* 71(1): 73 (http://whqlibdoc.who.int/bulletin/1993/Vol71-No1/bulletin_1993_71(1)_73-78.pdf).

Bhattacharjee, A., Rajasingham-Senayake, D., Fernando, U., et Sharma, S. (2005) *Real time evaluation of tsunami response in Asia and East Africa, second round: synthesis report*. Genève : FICR.

Bravo, P., Ahmed, A. B., et Fogden, D. (2014). *Nigeria Floods 2012: Emergency appeal No MDRNG014: An internal evaluation of the shelter kit response (pp. 48).* Genève : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. (www.alnap.org/pool/files/ifrc-nigeria-shelter-kit-evaluation-report-final.pdf).

Brouwer, R., Akter, S., Brander, L., et Haque, E. (2007) Socioeconomic vulnerability and adaptation to environmental risk: a case study of climate change and flooding in Bangladesh. *Risk Analysis* 27(2): 313–326 (http://dx.doi.org/10.1111/j.1539-6924.2007.00884.x).

Brusset, E., Bhatt, M., Bjornestad, K., Cosgrave, J., Davies, A., Deshmukh, Y., Haleem, J., Hidalgo, S., Immajati, Y., Jayasundere, R., Mattsson, A., Muhaimin, N., Polastro, R., et Wu, T. (2009) *A ripple in development? long term perspectives on the response to the Indian Ocean tsunami 2004: a joint follow-up evaluation of the links between relief, rehabilitation and development (LRRD)*. Stockholm : Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (www.sida.se/PageFiles/16273/web_A-ripple-in-development_SIDA52010en.pdf).

Buchanan-Smith, M., et Barton, D. (1999). *Evaluation of the Wajir relief programme: 1996 - 1998: (Ken 378, 381, 382, 394, 410-412) (pp. 67).* Londres : Overseas Development Institute. (www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC9131.pdf)CARE Brazil. (2010) *CARE Brasil AAR, inundaciones y derrumbes Sao Goncalo, Río de Janeiro*. Rio de Janeiro: CARE Brésil (www.alnap.org/pool/files/2010-dec-aar-brazil-floods-(2010)-eng.pdf).

Cash, R. A., Halder, S. R., Husain, M., Islam, M. S., Mallick, F. H., May, M. A., Rahman, M., et Rahman, M. A. (2013) Reducing the health effect of natural hazards in Bangladesh. *Lancet* 382(9910): 2094–2103 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0140673613619480).

CDC. (2005) Infectious disease and dermatologic conditions in evacuees and rescue workers after Hurricane Katrina – multiple states, August–September, 2005. *MMWR [Morbidity and Mortality Weekly Report]* 54(38): 961–964 (www.cdc.gov/mmwr/preview/mmwrhtml/mm5438a6.htm).

CDC, Toole, M. J., Malkki, R. M., Blake, P. A., Lee, L. A., Mast, E. E., Nieburg, P. I., Snider, D. E., Steketee, R. W., Sutter, R. W., Waldman, R. J., Yip, R., et Bardsley, M. M. S. (1992) Famine-affected, refugee, and displaced populations: recommendations for public health issues. *MMWR Recommendation and Reports* 41(RR-13): 1–76 (www.ncbi.nlm.nih.gov/entrez/query.fcgi?cmd=Retrieve&db=PubMed&dopt=Citation&list_uids=1326713).

Chou, Y.-J., Huang, N., Lee, C.-H., Tsai, S.-L., Chen, L.-S., et Chang, H.-J. (2004) Who is at risk of death in an earthquake? *American Journal of Epidemiology* 160(7): 688–695 (http://aje.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/160/7/688).

Chowdhury, A. M. R., Bhuyia, A. U., Choudhury, A. Y., et Sen, R. (1993) The Bangladesh cyclone of 1991: why so many people died. *Disasters* 17(4): 291–304.

Clasen, T. F., Roberts, I. G., Rabie, T., Schmidt, W.-P., et Cairncross, S. (2006) Interventions to improve water quality for preventing diarrhoea. *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2003(6), art. no. CD004794 (http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/14651858.CD004794.pub2/abstract;jsessionid=BB69E971FC3095357B3558A0E4F56687.f04t03).

Librarie Cochrane. (s.d.) Cochrane evidence aid: resources for flooding and poor water sanitation (www.thecochranelibrary.com/details/collection/814673/Cochrane-Evidence-Aid-resources-for-flooding-and-poor-water-sanitation.html).

Cosgrave, J. (2009) Humanitarian funding and needs assessment. Dans S. Hidalgo and Development Assistance Research Associates (eds.), *Humanitarian response index 2008: donor accountability in humanitarian action*. Basingstoke : Palgrave Macmillan (http://daraint.org/wp-content/uploads/2010/10/HRI_2008_COMPLETE_REPORT.pdf).

Cosgrave, J., Brusset, E., Bhatt, M., Deshmukh, Y., Fernandez, L., Immajati, Y., Jayasundere, R., Mattsson, A., Muhaimin, N., et Polastro, R. (2009) *A ripple in development? Document review: annotated bibliography prepared for the joint follow-up evaluation of the links between relief, rehabilitation and development (LRRD) in responses to the Indian Ocean tsunami*. Stockholm : Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (www.sida.se/PageFiles/16273/A%20ripple%20in%20development_SIDA51560en_web.pdf).

Cosgrave, J., Gonçalves, C., Martyris, D., Polastro, R., et Sikumba-Dils, M. (2007) *Inter-agency real-time evaluation of the response to the February 2007 floods and cyclone in Mozambique*. Genève : Comité permanent interorganisations (www.unicef.org/evaldatabase/files/MOZ_RTE_2007_Floodsandcyclone.pdf).

Cosgrave, J., Sylvester, K., Fidalgo, L., Hallam, A., et Taimo, N. (2001) *Independent evaluation of DEC Mozambique floods appeal funds March 2000–December 2000: volume one: main findings*. Londres : Disasters Emergency Committee (www.alnap.org/pool/files/erd-2999-full.pdf).

Cosgrave, J., Wata, H., Ntata, P., Immajati, Y., et Bhatt, M. (2010) *Programme evaluation of disaster risk reduction: commissioned by Cordaid: overall report*. Lasne: Channel Research. (www.cordaidbondzondernaam.nl/nl/Programme-evaluation-Disaster-Risk-Reduction.pdf).

CRS. (2014). *Understanding Community Perceptions of Resilience: Discussions with Communities from CRS Disaster Risk Reduction Projects (pp. 35).* Baltimore : Catholic Relief Services. (www.alnap.org/pool/files/resilience-understanding-community-perceptions.pdf).

Currie, J., et Rossin-Slater, M. (2012) *Weathering the storm: hurricanes and birth outcomes* (NBER Working Paper 18070). Cambridge : National Bureau of Economic Research (www.broomcenter.ucsb.edu/sites/www.broomcenter.ucsb.edu/files/publications/pdf/rossin4.pdf).

Danvers, K., Somasundaram, D. J., Sivayokan, S., et Sivashanka. (2005) *Qualitative assessment of psychosocial issues following the tsunami.* Jaffna: Mental Health Task Force in Disaster (www.who.int/hac/events/tsunamiconf/presentations/2_14_non_governmental_actors_canagarathnam_doc.pdf).

Darcy, J., et Hofmann, C.-A. (2003) *According to need? needs assessment and decision-making in the humanitarian sector* (HPG Report). Londres : Overseas Development Institute (www.odi.org.uk/resources/download/239.pdf).

Darcy, J., Stobaugh, H., Walker, P., et Maxwell, D. (2013). The Use of Evidence in Humanitarian Decision Making: ACAPS Operational Learning Paper (pp. 39). Medford : Université de Tufts. (www.alnap.org/pool/files/tufts-1306-acaps-3-online.pdf).

Davidson, C. H., Johnson, C., Lizarralde, G., Dikmen, N., et Sliwinski, A. (2007) Truths and myths about community participation in post-disaster housing projects. *Habitat International* 31(1): 100–115 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0197397506000348).

de Ville de Goyet, C., et Morinière, L. (2006) *The role of needs assessment in the tsunami response.* Londres : Tsunami Evaluation Coalition (pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pdacn517.pdf).

Doocy, S., Daniels, A., Murray, S., et Kirsch, T. D. (2013) The human impact of floods: a historical review of events 1980–2009 and systematic literature review. *PLOS Currents Disasters* 1 (http://currents.plos.org//disasters/article/the-human-impact-of-floods-a-historical-review-of-events-1980-2009-and-systematic-literature-review/pdf).

Dost, S. K., et Jivan, J. J. (2012). *Tearfunds Midterm Review on Floods Response: A step to ensure that communities affected by Disasters recover quickly and are better equipped to face future hazards (Final Version) (pp. 31).* Teddington : Tearfund. (www.alnap.org/pool/files/top-pakistan-mtr-rep-appeal-2012.pdf).

Durkin, M. S., Khan, N., Davidson, L. L., Zaman, S. S., et Stein, Z. A. (1993) The effects of a natural disaster on child behavior: evidence for posttraumatic stress. *American Journal of Public Health* 83(11): 1549–1553 (http://dx.doi.org/10.2105/AJPH.83.11.1549).

Eiríksdóttir, V. H., Ásgeirsdóttir, T. L., Bjarnadóttir, R. I., Kaestner, R., Cnattingius, S., et Valdimarsdóttir, U. A. (2013) Low birth weight, small for gestational age and preterm births before and after the economic collapse in Iceland: a population based cohort study. *PloS One* 8(12): e80499 (www.plosone.org/article/fetchObject.action?uri=info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0080499&representation=PDF).

Ernerot, J. (2013) *The matter of access to capitals – a case study of gender-differentiated vulnerability to flooding in Laos PDR.* Uppsala : Université d'Uppsala (http://stud.epsilon.slu.se/5800/1/ernerot_j_130704.pdf).

FAO. (2007). *Real Time Evaluation of the FAO Emergency and Rehabilitation Operations in Response to the Indian Ocean Earthquake and Tsunami: Final Report: Final Version (pp. 112).* Rome : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (www.alnap.org/pool/files/839.pdf)

Fearon, J., Humphreys, M., et Weinstein, J. (2008) *Community-driven reconstruction in Lofa County: impact assessment*. New York : International Rescue Committee (www.columbia.edu/~mh2245/FHW/FHW_final.pdf).

Few, R., Ahern, M., Matthies, F., et Kovats, S. (2004) *Floods, health and climate change: a strategic review* (Working Paper 63). Norwich : Tyndall Centre for Climate Change Research (http://tyndall.ac.uk/sites/default/files/wp63.pdf).

Fox, P. (2008) *Phase 2 evaluation report: supplementary water supply system: FICR, the Maldives*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/Evaluations/eval08/AsiaPacific/MVSupplementaryWaterSupplyPhase2.08.pdf).

Gamarra, T., Reed, S., et Wilding, J. (2005) *Final evaluation of hurricanes operation 2004: Cayman Islands, Cuba, Grenada, Haiti, Jamaica, and Trinidad and Tobago*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/Evaluations/eval04/Americas/CaribbeanEvaluation%20of%20IFRC%20Hurricanes04.zip).

Grünewald, F., et Boyer, B. (2013) *Lessons learned on typhoons in the Philippines (Metro Manila, Cagayan de Oro and Iligan).* La Fontaine des Marins: Groupe URD (www.alnap.org/pool/files/lessons-leartnt.pdf).

Gunatilleke, G. (2006) Chapitre 3 : an evaluation of the governance structures. Dans G. Gunatilleke (éd.), *Post tsunami recovery for sustainable human development*. Colombo : Marga Institute/Sri Lanka Centre for Development Studies.Document1

Hagens, C., et Ishida, L. (2010). *Real Time Evaluation of CRS's Flood Response in Pakistan (KPK and Baluchistan) (pp. 33).* Baltimore: Catholic Relief Services. (www.alnap.org/pool/files/crs-pakistan-flood-response-rte-report-oct2010.pdf).

Hai, V. M., Phuong, V. T., Chanh, T. N., et Nghia, N. T. (2008) *External evaluation report: Typhoon Lekima and floods relief operation: 2007–2008*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/evaluations/eval08/AsiaPacific/Vietnam/VN2008-EvaluationLekima%20and%20FloodReliefOperation.zip).

Hansen, H., et Trifkovic, N. (2013). *Systematic Reviews: Questions, Methods and Usage (Evaluation Study 2013/1, pp. 62).* Copenague : Ministère danois des Affaires étrangères. (www.netpublikationer.dk/um/11208/pdf/evaluation_study_2013_1.pdf).

Haqqi, S. (2006) Mental health consequences of disasters. *Medicine Today* 4(3): 102–106 .

He, Z.-X. (1998) A suicide belt in China: the Yangtze Basin. *Archives of Suicide Research* 4(3): 287–289 (http://dx.doi.org/10.1023/A%3A1009609111621).

Heffernan, C., et Rushton, J. (2000) Restocking: a critical evaluation. *Nomadic Peoples* 4(1): 110–124 (www.disasterriskreduction.net/fileadmin/user_upload/drought/docs/restocking%20heffer-rushton.pdf).Huang, L.-Y., Wang, Y.-C., Liu, C.-M., Wu, T.-N., Chou, C.-H., Sung, F.-C., et Wu, C.-C. (2011) Water outage increases the risk of gastroenteritis and eyes and skin diseases. *BMC Public Health* 11(1): 726 (www.biomedcentral.com/1471-2458/11/726).

Hutton, D., et Haque, C. E. (2004) Human vulnerability, dislocation and resettlement: adaptation processes of river-bank erosion-induced displacees in Bangladesh. *Disasters* 28(1): 41–62 (http://dx.doi.org/10.1111/j.0361-3666.2004.00242.x).

IEG. (2010) *Responding to floods in West Africa: lessons from evaluation*. Washington, DC: Groupe d'Évaluation Indépendante de la Banque mondiale (http://siteresources.worldbank.org/EXTDIRGEN/Resources/flood_note.pdf).

IFRC. (2006) *Review of International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies recovery operations: summary report*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/Global/recovery-operations-en.pdf).

International Development Committee. (2011). *The Humanitarian Response to the Pakistan Floods: Seventh Report of Session 2010–12 (Vol. 1, pp. 94)*. Londres : Chambre des Communes. (www.alnap.org/pool/files/615.pdf).

Jha, A. K., Barenstein, J. D., Phelps, P. M., Pittet, D., et Sena, S. (2010) *Safer homes, stronger communities: a handbook for reconstructing after natural disasters*. Washington, DC : Banque mondiale (https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2409/528390PUB0safe101Official0Use0Only1.pdf?sequence=1).

Jha, A. K., Bloch, R., et Lamond, J. (2012) *Cities and flooding: a guide to integrated urban flood risk management for the 21st century*. Washington, DC : Banque mondiale (https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2241/667990PUB0Box30d0Flooding0Guidebook.pdf?sequence=1).

Jha, A., Miner, T., et Stanton-Geddes, Z. (2012). The Practice of Urban Resilience. In *Building Urban Resilience: Principles, Tools and Practice (pp. 141-166)*. Washington : Banque mondiale. (http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/9780821388655_CH03).

Jonkman, S. N., et Kelman, I. (2005a) Deaths during the 1953 North Sea storm surge. Dans L. Wallendorf, L. Ewing, S. Rogers, et C. Jones (eds.), *Proceedings of the Solutions to Coastal Disasters 2005 conference held at Charleston, South Carolina, May 8–11, 2005* (http://ascelibrary.org/doi/abs/10.1061/40774%28176%2975).

Jonkman, S. N., et Kelman, I. (2005b) An analysis of the causes and circumstances of flood disaster deaths. *Disasters* 29(1): 75–97 (http://dx.doi.org/10.1111/j.0361-3666.2005.00275.x).

Jonkman, S. N., Maaskant, B., Boyd, E., et Levitan, M. L. (2009) Loss of life caused by the flooding of New Orleans after Hurricane Katrina: analysis of the relationship

between flood characteristics and mortality. *Risk Analysis* 29(5): 676–698 (http://dx.doi.org/10.1111/j.1539-6924.2008.01190.x).

Khan, M. M. (2010) Commentary: when the cameras disappear: acute stress and suicide. *International Journal of Epidemiology* 39(6): 1484–1485 (http://ije.oxfordjournals.org/content/39/6/1484.full.pdf?origin=publication_detail).

Khazai, B., Franco, G., Ingram, J. C., Rumbaitis del Rio, C., Dias, P., Dissanayake, R., Chandratilake, R., et Kanna, S. J. (2006) Post–December 2004 tsunami reconstruction in Sri Lanka and its potential impacts on future vulnerability. *Earthquake Spectra* 22(S3): 829–844 (http://dx.doi.org/10.1193/1.2204925).

Knox Clarke, P. ., et Darcy, J. (2014). Insufficient Evidence? The quality and use of evidence in humanitarian action (pp. 92). Londres : ALNAP. (www.alnap.org/pool/files/alnap-study-evidence.pdf)

Komori, D., Nakamura, S., Kiguchi, M., Nishijima, A., Yamazaki, D., Suzuki, S., Kawasaki, A., Oki, K., et Oki, T. (2012) Characteristics of the 2011 Chao Phraya River flood in central Thailand. *Hydrological Research Letters* 6: 41–46 (http://icus-incede.iis.u-tokyo.ac.jp/kawasaki/results/2012/2012-04_Komori_HRL.pdf).

Krug, E. G., Kresnow, M.-j., Peddicord, J. P., Dahlberg, L. L., Powell, K. E., Crosby, A. E., et Annest, J. L. (1998) Suicide after natural disasters. *New England Journal of Medicine* 338(6): 373–378 (www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJM199802053380607).

Krug, E. G., Kresnow, M.-j., Peddicord, J. P., Dahlberg, L. L., Powell, K. E., Crosby, A. E., et Annest, J. L. (1999) Retraction: suicide after natural disasters. *New England Journal of Medicine* 340(2): 148–149 (www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJM199901143400213).

Lee, A. C. (2005) *Final report: real time evaluation of Medair's 'tsunami emergency response' programme in Sri Lanka: field visit May 29–June 9, 2005.* Ecublens: MedAir.

Loquercio, D., et Mubayiwa, R. (2007) *Real-time evaluation Pakistan flood response (June–August 2007)*. Oxford: Oxfam (www.alnap.org/pool/files/rte-report-pakistan-floods-reponse-07.doc).

Meyer, J. (2001a) *Emergency food aid assistance to flood-affected people in south-western Bangladesh: household livelihood assessment report*. Londres : Département britannique pour le développement international (www.alnap.org/pool/files/erd-2992-full.pdf).

Meyer, J. (2001b) *Emergency food aid assistance to flood-affected people in south-western Bangladesh: WFP EMOP 6317*. Londres : Département britannique pour le développement international (www.alnap.org/pool/files/erd-2990-full.pdf).

Munich Re. (2013) *Topics geo: natural catastrophes 2012: analyses, assessments, positions*. Munich: Munich Re Group. (www.munichreamerica.com/site/mram/get/documents_E200191439/mram/assetpool.mr_america/PDFs/3_Publications/Topics_Geo_2012_us.pdf)

Murray, V., Caldin, H., Amlôt, R., Stanke, C., Lock, S., Rowlatt, H., et Williams, R. (2011) *The effects of flooding on mental health.* Londres : Health Protection Agency (www.hpa.org.uk/webc/HPAwebFile/HPAweb_C/1317131767423).

Murtaza, N., Alam, K., et Bhatti, S. (2012). *Disaster Risk Reduction in Pakistan: The Contribution of DEC Member Agencies, 2010-2012 (pp. 60).* Londres : Disasters Emergency Committee. (http://www.alnap.org/pool/files/1478.pdf).

Mustafa, D. (2003) Reinforcing vulnerability? disaster relief, recovery, and response to the 2001 flood in Rawalpindi, Pakistan. *Global Environmental Change Part B: Environmental Hazards* 5(3–4): 71–82 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1464286704000208).

Mwango, N. H. (2010) *Community traditional knowledge, perceptions and response to flood risks in Nyando Basin, Western Kenya.* Nairobi : Université de Kenyatta (http://ir-library.ku.ac.ke/bitstream/handle/123456789/6892/Hellen%20Nyakundi.pdf?sequence=1).

Neumayer, E., et Plümper, T. (2007) The gendered nature of natural disasters: the impact of catastrophic events on the gender gap in life expectancy, 1981–2002. *Annals of the Association of American Geographers* 97(3): 551–566 (www.informaworld.com/10.1111/j.1467-8306.2007.00563.x).

Nishio, A., Akazawa, K., Shibuya, F., Abe, R., Nushida, H., Ueno, Y., Nishimura, A., et Shioiri, T. (2009) Influence on the suicide rate two years after a devastating disaster: a report from the 1995 Great Hanshin-Awaji Earthquake. *Psychiatry and Clinical Neurosciences* 63(2): 247–250 (http://dx.doi.org/10.1111/j.1440-1819.2009.01942.x).

NOAA. (2012) *Introduction to storm surge.* Washington, DC: National Oceanic and Atmospheric Administration (www.nws.noaa.gov/om/hurricane/resources/surge_intro.pdf).

NOAA. (2013, 30 June) *Storm surge overview.* Washington, DC: National Oceanic and Atmospheric Administration (www.nhc.noaa.gov/surge/).

Nutrition Cluster. (2011). *Nutrition Cluster evaluation of Pakistan flood response (pp. 63).* Islamabad: *Cluster* Nutrition Cluster au Pakistan. (www.alnap.org/pool/files/pak-nut-cluster-evaluation-final.pdf).

Ogle, M., Ndhlovu, S., et Aalbaek, V. (2013) *Zambia floods MDRZM008: DREF review.* Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (http://adore.ifrc.org/Download.aspx?FileId=49906&.pdf).Parker, R., Little, K., et Heuser, S. (2007) *Development actions and the rising incidence of disasters* (Evaluation Brief 4). Washington : Banque mondiale (www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/03/10/000333037_20100310010158/Rendered/PDF/533690BRI0eval10Box345607B01PUBLIC1.pdf).

Polastro, R., Nagrah, A., Steen, N., et Zafar, F. (2011). Inter-Agency Real Time Evaluation of the Humanitarian Response to Pakistan's 2010 Flood Crisis (pp. 140). Madrid : DARA. (http://www.alnap.org/pool/files/1266.pdf)

Poole, L., et Primrose, J. (2010). *Southern Sudan: Funding according to need. (pp. 20).* Wells: Global Humanitarian Assistance. (www.alnap.org/pool/files/pcaac193.pdf).

Pradhan, E. K., West, K. P., Katz, J., LeClerq, S. C., Khatry, S. K., et Shrestha, S. R. (2007) Risk of flood-related mortality in Nepal. *Disasters* 31(1): 57–70 (http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-7717.2007.00340.x).

Raja, R., Chaudhuri, S. G., Ravisankar, N., Swarnam, T., Jayakumar, V., et Srivastava, R. (2009) Salinity status of tsunami-affected soil and water resources of South Andaman, India. *Current Science* 96(1): 152–156 (http://sa.indiaenvironmentportal.org.in/files/Salinity%20status%20of%20tsunami-affected.pdf).

Ramachandran, S., Anitha, S., Balamurugan, V., Dharanirajan, K., Vendhan, K. E., Divien, M. I. P., Vel, A. S., Hussain, I. S., et Udayaraj, A. (2005) Ecological impact of tsunami on Nicobar Islands (Camorta, Katchal, Nancowry et Trinkat). *Current Science* 89(1): 195–200 (http://tejas.serc.iisc.ernet.in/~currsci/jul102005/195.pdf).

Rawal, V., Thamizoli, P., et Murali, N. (2008). *Swiss Solidarity funded Tsunami Projects in India: An Independent Evaluation (pp. 104).* Genève : Swiss Solidarity

Rodrigo, A., McQuillin, A., et Pimm, J. (2009) Effect of the 2004 tsunami on suicide rates in Sri Lanka. *Psychiatric Bulletin* 33(5): 179–180 (http://pb.rcpsych.org/content/33/5/179.abstract).

Roger Young et Associates. (2000) *DEC Bangladesh: 1998 flood appeal: an independent evaluation*. Londres : Disasters Emergency Committee (www.alnap.org/pool/files/erd-2859-full.pdf).

Sandison, R., et Khan, V. (2011). *Real Time Evaluation Report Plan Pakistan Emergency and Early Recovery Flood Response (pp. 75).* Woking : Plan International

Save the Children. (2006) *'Watermarks': child protection during floods in Bangladesh*. Dhaka : Save the Children (www.alnap.org/pool/files/787.pdf).

Scheper, E., Parakrama, A., Patel, S., et Vaux, T. (2006) *Impact of the tsunami response on local and national capacities*. Londres : Tsunami Evaluation Coalition (pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDACN514.pdf).

Sheppard, S., Hill, R., Tal, Y., Patsi, A., Mullen, K., Ladek, S., Husen, K. V., et Barrows, B. (2005) *The economic impact of shelter assistance in post-disaster settings*. Washington, DC: CHF International et USAID (www.sheltercentre.org/sites/default/files/USAID-CHF_EconomicImpactOfShelterAssistanceInPost-DisasterSettings.pdf).

Siddiqui, A., Duncalf, J., et Dhakal, S. N. U. (2010) *The final evaluation of the BDRCS/IFRC Cyclone Sidr operation in Bangladesh: November 2007–November 2009*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/evaluations/Evaluations2010/Asia%20Pacific/Bangladesh/BD2010-FinalEvaluationSidrOperation.zip).

Simpson, R., Sutton, T., et Ngwenya, D. (2013). *Evaluation of the Gaza Flood Response, Mozambique 2013 (20th - 24th May 2013) (pp. 20).* Oxford : Oxfam. (www.alnap.org/pool/files/oxfamfloodresponsertemozmay2013.pdf).

Skat. (2009) *Community Recovery and Reconstruction Partnership (CRRP).* Gallen : Swiss Resource Centre and Consultancies for Development (www.ifrc.org/docs/Evaluations/Evaluations2009/Asia%20Pacific/SLtsunamiCRRPfinal.09.pdf).

Smith, M. (2009) *Lessons learned in WASH response during urban floods emergencies,* Genève, Global WASH cluster

Snow, J. (2004) The cholera near Golden Square. *The Challenge of Epidemiology: Issues and Selected Readings* 1(1): 415–418.

Sommer, A., et Mosley, W. H. (1972) East Bengal cyclone of November, 1970: epidemiological approach to disaster assessment. *Lancet* 1(7759): 1029–1036 (http://epirev.oxfordjournals.org/cgi/reprint/27/1/13).

Szczuciński, W., Chaimanee, N., Niedzielski, P., Rachlewicz, G., Saisuttichai, D., Tepsuwan, T., Lorenc, S., et Siepak, J. (2006) Environmental and geological impacts of the 26 December 2004 tsunami in coastal zone of Thailand – overview of short and long-term effects. *Polish Journal of Environmental Studies* 15(5) (www.researchgate.net/profile/Witold_Szczucinski2/publication/236845397_Environmental_and_geological_impacts_of_the_26_December_2004_tsunami_in_coastal_zone_of_Thailand_-_Overview_of_short_and_long-term_effects/file/e0b4951972fff4eb3a.pdf).

TANGO. (2007) *Preliminary impact evaluation of the transitional shelter programme in Aceh Province, Indonesia.* Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/Evaluations/eval07/Asia%20Pacific/IDtsunamiTransitionalShelter07.pdf).

Telford, J., Cosgrave, J., et Houghton, R. (2006) *Joint evaluation of the international response to the Indian Ocean tsunami: synthesis report.* Londres : Tsunami Evaluation Coalition (www.alnap.org/pool/files/889.pdf).

Ternström, B., Ternström, I., Mattsson, A., Davies, A., Byamugisha, C., Narayanan, U., Makongo, J., Pihl, H., Eriksson, E., Göransson, B., Otto, R., et Fox, P. (2013). *Evaluation of Five Humanitarian Programmes of the Norwegian Refugee Council and of the Standby Roster NORCAP (Evaluation report 4/2013, pp. 204).* Oslo: NORAD. Dernière consultation le 5 juin 2014 at: http://www.alnap.org/pool/files/evaluation-of-five-humanitarian-programmes-of-the-norwegian-refugee-council-and-of-the-standby-roster-norcap.pdf

Toole, M. (1997) Communicable diseases and disease control. In E. K. Noji (ed.), *The public health consequences of disasters.* New York : Oxford University Press.

Toole, M. J., et Waldman, R. J. (1997) The public health aspects of complex emergencies and refugee situations. *Annual Review of Public Health* 18(1): 283–312 (www.sas.upenn.edu/~dludden/RefugeePublicHealth.pdf).

Tripartite Core Group. (2009). *Post-Nargis Social Impacts Monitoring: November 2008 (pp. 69).* Yangon: Tripartite Core Group (TCG). (www.asean.org/archive/CN-SocialImpactMonitoring-November08.pdf)

PNUD Inde. (2009) *Kosi floods 2008: how we coped! what we need? perception survey on impact and recovery strategies*. New Delhi PNUD Inde (www.alnap.org/pool/files/kosi.pdf).

Nations Unies (2001). Mozambique Floods 2001. Maputo: United Nations Resident Coordinator Mozambique

Vaes, B., et Goddeeris, M. (2012) *Sri Lanka tsunami 2004: lessons learned: a donor and owner driven reconstruction approach*. Bruxelles : Croix-Rouge belge Flandre (www.ifrc.org/docs/Evaluations/Evaluations%202012/AsiaPacific/SLtsunamiReconstructionLessons.BelgianRCF12.pdf).

Vaux, T., Bhatt, M., Disaster Mitigation Institute, Bhattacharjee, A., Lipner, M., McCluskey, J., Naik, A., Stevenson, F., Muse, I. A., Rawal, V., Routley, S., Silva, K. T., et Wiles, P. (2005) *Independent evaluation of the DEC tsunami crisis response: final report: November 2005* . Londres : Disasters Emergency Committee (suprimé par le DEC mais divulgué par BBC Newsnight) (http://news.bbc.co.uk/1/shared/bsp/hi/pdfs/12_01_06_DEC_tsunami_evaluation_final_report.pdf).

Walden, V. M. (2008) *Evaluation of Oxfam's response to Hurricane Dean in three countries of the ESC*). Oxford : Oxfam (www.alnap.org/pool/files/erd-3663-full.pdf).

Watson, J., Gayer, M., et Connolly, M. A. (2006) Epidemic risk after disasters. *Emerging Infectious Diseases* 12(9): 1468 (wwwnc.cdc.gov/eid/article/12/9/pdfs/06-0500.pdf).

Watson, J. T., Gayer, M., et Connolly, M. A. (2007) Epidemics after natural disasters. *Emerging Infectious Diseases* 13(1): 1–5 (wwwnc.cdc.gov/eid/article/13/1/pdfs/06-0779.pdf).

Weiss, M. G., Saraceno, B., Saxena, S., et van Ommeren, M. (2003) Mental health in the aftermath of disasters: consensus and controversy. *Journal of Nervous and Mental Disease* 191(9): 611–615 (journals.lww.com/jonmd/Citation/2003/09000/Mental_Health_in_the_Aftermath_of_Disasters_.9.aspx).

Werg, J., Grothmann, T., et Schmidt, P. (2013) Assessing social capacity and vulnerability of private households to natural hazards – integrating psychological and governance factors. *Natural Hazards and Earth System Sciences* 13(6), 1613–1628 (www.nat-hazards-earth-syst-sci.net/13/1613/2013/).

OMS. (2006) *Communicable diseases following natural disasters: risk assessment and priority interventions*. Genève : Organisation mondiale de la Santé, Lutte contre la maladie dans les situations d'urgence humanitaire, *Cluster* Maladies transmissibles, (www.who.int/diseasecontrol_emergencies/guidelines/CD_Disasters_26_06.pdf).

Wilding, J., Zhang, Y., Sechaud, I., et Nissen, L. P. (2003) *Evaluation of 2002 floods operations in China*. Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-

Rouge et du Croissant-Rouge (www.ifrc.org/docs/Evaluations/eval03/AsiaPacific/China/Final%20Evaluation%20of%202002%20China%20Floods.pdf).

Woodworth, H. G. (2014, 22 February) *Tsunami: tidal waves and other extreme waves* (www.erh.noaa.gov/phi/reports/tsunami.htm).

Xiong, X., Harville, E. W., Mattison, D. R., Elkind-Hirsch, K., Pridjian, G., et Buekens, P. (2008) Exposure to Hurricane Katrina, post-traumatic stress disorder and birth outcomes. *American Journal of the Medical Sciences* 336(2): 111–115 (http://journals.lww.com/amjmedsci/Fulltext/2008/08000/Exposure_to_Hurricane_Katrina,_Post_traumatic.6.aspx).

Yang, C. H., Xirasagar, S., Chung, H. C., Huang, Y. T., et Lin, H. C. (2005) Suicide trends following the Taiwan earthquake of 1999: empirical evidence and policy implications. *Acta Psychiatrica Scandinavica* 112(6): 442–448 (http://libir.tmu.edu.tw/bitstream/987654321/11685/1/13-2.pdf).

Yee, E. L., Palacio, H., Atmar, R. L., Shah, U., Kilborn, C., Faul, M., Gavagan, T. E., Feigin, R. D., Versalovic, J., Neill, F. H., Panlilio, A. L., Miller, M., Spahr, J., et Glass, R. I. (2007) Widespread outbreak of norovirus gastroenteritis among evacuees of Hurricane Katrina residing in a large 'megashelter' in Houston, Texas: lessons learned for prevention. *Clinical Infectious Diseases* 44(8): 1032–1039 (http://cid.oxfordjournals.org/content/44/8/1032.abstract).

ALNAP

ALNAP
Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road
London SE1 8NJ
United Kingdom

T +44 (0)20 7922 0388
F +44 (0)20 7922 0399
E alnap@alnap.org
www.alnap.org

ALNAP aimerait souligner le soutien financier du Département Britannique pour le Développement International (DFID) qui a permis de mener à bien cette initiative.